

# LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

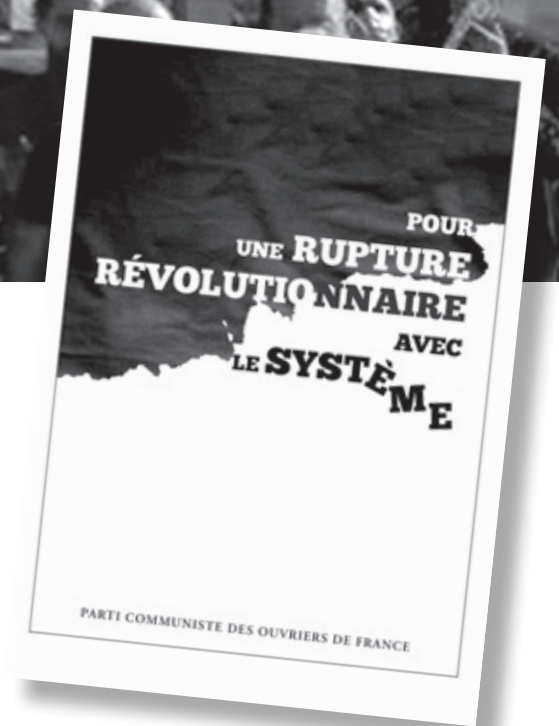
Mensuel n°621 - Octobre 2020

Prochaine parution : Mardi 3 novembre 2020

2 €



**La crise,  
c'est celle du Capital  
Ensemble  
contre les licenciements**



*"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"*

# Nos vies de travailleurs comptent !

**N**os vies de jeunes apprentis, stagiaires ou étudiants ; d'ouvrières, de caissières, d'employées, d'infirmières, d'aides soignantes, de salariées de l'aide à la personne ; de manutentionnaires, d'intérimaires, d'ouvriers qualifiés, de techniciens, de soit disant auto-entrepreneurs mais de vrais salariés ; de chômeurs de plus en plus nombreux et de précaires ; de travailleurs immigrés, avec ou sans papiers ; de Kanak qui viennent de dire, une fois encore, oui à l'indépendance ; d'habitants de cités victimes de discriminations racistes et des violences policières ; de sans-toit ou de mal-logés ; d'habitants de quartiers sous la menace constante d'une explosion chimique. Les patrons s'imaginent pouvoir faire un trait sur nos vies et, pour certains, aller exploiter ailleurs.

Le gouvernement pense-t-il que nous allons croire qu'il s'inquiète de notre sort, alors qu'il continue la même politique au service des monopoles, des gros actionnaires, à coups de milliards d'argent public. Nous n'avons que faire de leur compassion cynique.

Nous ne nous laisserons pas dicter notre agenda de luttes, de mobilisations, de manifestation, en fonction des commentaires des courbes, qu'elles soient celles de la « reprise », du chômage, de chiffre d'affaires ou celles de la circulation du virus. Ce n'est pas être « complotiste » ou inconscient que de dire qu'elles sont de plus en plus confuses, illisibles et de constater les incessantes contradictions entre les experts. Les gestes « barrière », on les connaît, on les applique, mais on voit bien que l'objectif de la communication est de générer des inquiétudes et de justifier des interdictions de circuler, de se rassembler et les amendes qui vont avec. Et on a bien compris aussi, qu'il faut aller travailler « coûte que coûte », télé-travailler et qu'il faudrait accepter d'adapter toujours plus nos vies aux exigences des entreprises. On a aussi compris que l'arsenal des lois liberticides qui se renforce sans discontinuité depuis des années, est dirigé contre toutes celles et ceux qui manifestent, luttent, contestent, qui dénoncent et documentent les violences policières. Comme le souligne Amnesty international, entre 2018 et 2019, il y a eu 11 203 interpellations dans et autour de manifestations, qui ont débouché sur 3 203 condamnations : un record en Europe.

Le combat contre la répression antisyndicale, contre les militants qui « sortent des clous » pour la défense des travailleurs, contre des règles de plus en plus restrictives en matière de manifestations, devient un axe important du combat de classe ; il marque des points, impose des reculs par la mobilisation collective la plus large, comme autour de l'inspecteur du travail, A. Smith. Il faut l'amplifier pour qu'aucun militant ne soit laissé seul face à l'appareil de répression patronal, policier et judiciaire.

## La politique par la division, ça suffit !

Macron a imposé dans le débat public la notion de « séparatisme » qui n'est qu'une façon de cibler les personnes de religion musulmane, ou supposées l'être. Plus il prétend vouloir combattre « tout amalgame », plus il creuse le sillon réactionnaire de l'islamophobie et de la division, qui n'est plus l'apanage de l'extrême droite. Mais cela ne fait qu'encourager les commentateurs ouvertement racistes et islamophobes à pousser toujours plus loin leurs provocations.

Et pour enfoncer le clou, le discours sur la « guerre contre le terrorisme » revient en boucle, pour essayer de justifier la poursuite des interventions militaires françaises au Sahel, de plus en plus dénoncées par les peuples des pays qui la subissent. Partir de nos intérêts de classe, de travailleurs, de chômeurs, de jeunes, de femmes, des milieux populaires.

On le voit, les mobilisations se multiplient dans les régions, les villes, où des patrons ont décidé de fermer des entreprises, de restructurer et de licencier. Des marches populaires, des caravanes pour l'emploi et les salaires, rassemblent ouvriers et population, se développent. Des mouvements de grève s'organisent, même là où la présence syndicale est réduite. Les préfets, et même des ministres, se pressent pour offrir leurs services à la « négociation », le plus loin possible des entreprises concernées, toujours pour discuter de solutions « d'accompagnement », et toujours « au cas par cas ».

Quand pratiquement tous les grands groupes licencient, en même temps, que la grande masse des sous-traitants leur emboîtent le pas, sans parler des TPE et PME qui mettent la clé sous la porte, les solutions « au cas par cas » sont pour le moins limitées. L'important, dans cette situation difficile, compliquée, c'est de partir sur des bases claires, qui unifient : en premier, les intérêts des travailleurs, pas celui du patron. A partir de là, il faut discuter de la tactique à développer pour construire le rapport de force le plus élevé possible et le plus large possible, sachant que même quand un patron dit que son « usine ne vaut plus rien », c'est toujours un capital, en machines, en matières premières, en bâtiments. C'est la raison pour laquelle nous disons qu'il faut planter la revendication de « non aux licenciements » et partir de là.

Nos vies comptent, et leur société, le système capitaliste impérialiste, avec ses crises, son chômage, sa misère, ses guerres, on n'en veut pas, on n'en veut plus ! Cela aussi, il faut le marteler et le faire partager. Et c'est valable partout et ça commence à monter partout, en Europe et ailleurs. ★

### Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Adresse internet : .....

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

### Tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) ..... 26 €  
 Version électronique (pdf) ..... 26 €  
 Pli fermé . . . . . 32 €  
 Abonnement avec soutien . . . . . 35 €  
 Chèque à l'ordre de : Société En Avant  
 15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

# Pas de confinement de la contestation sociale !

En quelques semaines, la crise sanitaire a repris avec force et la crise économique ne cesse de s'approfondir, sur fond de vagues d'annonces de fermetures d'entreprises, de suppressions d'emplois, de licenciements, de chantage à la baisse des salaires, à l'abandon de jours de congés et d'une flexibilisation et d'une précarisation accrues, aussi bien pour les « nouveaux entrants » sur le marché du travail que pour les plus anciens.

La pauvreté et la précarité frappent les artisans, notamment dans la restauration, les « auto-entrepreneurs », dont beaucoup sont menacés de tout perdre et de disparaître. Leur slogan « nous voulons travailler » – et faire travailler leurs employés – se heurtent aux mesures de fermetures aussi aléatoires qu'incohérentes d'un gouvernement qui oscille entre injonctions venues d'en haut et « concertations » locales, menées par les préfets, qui sont les représentants de l'Etat et qui en appliquent les directives.

La colère de ces petits patrons et artisans peut, certes, être instrumentalisée par différents courants dont certains sont réactionnaires, partisans des thèses complotistes et qui

ramènent tout au virus. Mais elle s'appuie sur une réalité : le système, qui est en crise profonde, précipite des pans entiers de l'économie dans le chaos et la destruction de forces productives hommes et instruments de production.

La colère et les inquiétudes ouvrières et populaires s'expriment particulièrement dans les villes petites et moyennes et les régions touchées par les fermetures de PME qui font vivre quelques centaines d'ouvriers, de techniciens, de cadres et leurs familles. Le gouvernement, inquiet de cette multiplication de foyers, y dépêche les préfets, les sous-préfets, voire les ministres pour essayer d'empêcher que ces foyers de contestation ne débouchent sur des luttes, des grèves, avec occupations. Les médias font tourner en boucle des « témoignages » de travailleurs qui expriment leur colère mais aussi leur désespoir et qui écartent toute idée de « faire grève », en disant que cela remettrait en cause les « négociations ». Celles-ci sont souvent menées à des kilomètres de là, loin des premiers concernés : les ouvriers et ouvrières menacées de licenciement. Les mobilisations sont encore trop souvent laissées isolées, les unes des

autres, mais quand un travail est fait pour rassembler et peser ensemble, travailleurs et population, il porte des fruits, en termes de confiance dans l'action collective, de capacité à créer un rapport de force, pour dire « non » aux licenciements.

Dans le secteur de la santé, la « deuxième vague » de pandémie soulève de très grandes inquiétudes. Les opérations et soins qui avaient été reportés ne peuvent plus attendre, alors qu'il n'y a pas eu plus de moyens, de lits, de personnels dans les hôpitaux. Du coup, les services d'urgence Covid et autres – sont dans certains hôpitaux déjà saturés.

La façon dont les autorités sanitaires et politiques ont organisé le dépistage, provoquant là aussi des « thromboses » - les files d'attente et l'allongement des délais de transmission des résultats, vient renforcer le sentiment d'un « pilotage à vue », incohérent et inefficace.

Les dispositions liberticides de l'Etat d'urgence sanitaire, dont la prolongation vient d'être votée, s'ajoutent à l'arsenal des lois précédentes qui avaient déjà introduites des dispositions de l'Etat d'urgence. La dernière mouture des procédures d'encadrement des manifestations vise à limi-

ter considérablement les possibilités pour les journalistes de couvrir les violences policières.

Tout cela montre que la seule « réponse » que Macron et son gouvernement entendent donner à la montée de la contestation sociale et politique, c'est de développer une politique de division, de détournement sur des questions comme l'islamisme, la « sécurité » et de renforcer l'Etat policier.

Les manifestations du 17 septembre, à l'appel de la CGT et d'autres organisations syndicales, ont montré qu'une partie importante du « corps militant » a conscience que la crise qui ne peut que s'aggraver, pose la question du système. C'est cette prise de conscience qu'il nous faut faire grandir, en lien avec les luttes concrètes pour défendre les intérêts des travailleurs, des masses populaires et des peuples. C'est cette vision politique qu'il faut développer.

Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas formellement empêché les manifestations, sous des prétextes sanitaires, mais il doit y penser fortement. Il n'en n'est pas question ! ★

# Les attentats terroristes une nouvelle fois instrumentalisés

Début septembre s'est ouvert devant les assises spéciales de Paris, le procès des personnes accusées d'avoir apporté une aide à ceux qui ont perpétré les attentats terroristes de janvier 2015 qui ont fait plusieurs morts dans les locaux de Charlie Hebdo à Paris, à Montrouge et au magasin hyper cacher de la porte de Vincennes. Durant deux mois et demi, 150 témoins et experts vont se succéder à la barre ; dans le box des accusés, quatorze personnes, des seconds couteaux car les principaux coupables de ces assassinats sont soit morts, soit en fuite. Le tribunal doit rendre son verdict le 10 novembre. Sous très haute surveillance policière et intense couverture médiatique, ce procès sera pour la première fois dans le cas de procès pour terrorisme, intégralement filmé et archivé « pour l'histoire ». Pour marquer l'ouverture du procès, Charlie Hebdo a remis en « une » les caricatures de Mahomet qui en avaient fait une cible des djihadistes. Il a été soutenu en cela par un Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, qui se présente en grand défenseur du

droit au blasphème et de la liberté d'expression.

Si l'on se souvient de l'émotion légitime qu'avaient suscitée les attentats terroristes en janvier 2015, on se souvient aussi de l'instrumentalisation de cette émotion par le pouvoir. Notre journal l'avait dénoncé et avait dit Non à l'unité nationale derrière la réaction. Aujourd'hui encore, dans le contexte de grave crise sanitaire et économique qui frappe notre pays, l'opération se répète : le pouvoir tente à nouveau d'instrumentaliser les peurs pour les orienter vers de ennemis insaisissables, « les terroristes », d'autant plus insaisissables qu'ils se cachent derrière l'Islam... donc derrière toute personne qui pratique cette religion ! L'attaque au hachoir de deux salariés devant l'ancien siège de Charlie Hebdo par un réfugié pakistanais a suffi à relancer la machine à faire peur.

Aujourd'hui, il s'agit de trouver des boucs émissaires à la colère populaire, de détourner l'attention des masses et de la fixer sur des questions qui divisent : la religion, le port du voile, l'insécurité, le communau-

tarisme, le séparatisme... Dans une tribune que vient de publier Médiapart sous le titre « Séparatisme, 100 voix musulmanes disent Stop », les signataires écrivent notamment : « Du "karcher" de Nicolas Sarkozy à "l'Apartheid" de Manuel Valls, des "sauvageons" de Jean-Pierre Chevènement à "l'ensauvagement" de Gérard Darmanin, les habitants des quartiers populaires et plus particulièrement les musulmans font l'objet d'une attention de l'État toute particulière. Une telle obsession en temps de crise sanitaire et économique sans précédent susciterait l'étonnement, si elle n'était le fruit d'une stratégie politique mûrement réfléchie. » Oui, il y a là de la stratégie politique en vue de la future élection présidentielle mais pas seulement. Le caractère réactionnaire de la politique menée ne se manifeste pas seulement par le soutien constant et « sans limite » à l'oligarchie, il s'exprime aussi dans l'offensive idéologique et politique sur les thèmes de l'insécurité et de la lutte « contre le séparatisme » associée à la lutte contre l'islamisme. Le discours d'un Darmanin reprend de

plus en plus ouvertement les thèmes réactionnaires de l'extrême droite et de la droite qui lui emboîte le pas. Il reprend le discours de la « guerre contre le terrorisme », sur fond de retour sur les attentats contre les journalistes de Charlie Hebdo, et de l'attaque d'un Pakistanais contre deux personnes qui n'ont rien à voir avec ce journal, pour justifier la « loi contre le séparatisme ». S'y ajoutent les couplets de soutien à la police, sur la nécessité de renforcer la surveillance policière et de maintenir l'état d'urgence sécuritaire et sanitaire qui donne à l'exécutif, et plus particulièrement aux préfets, des pouvoirs de décision qui limitent aujourd'hui les droits de réunion, et pourront, demain, vouloir interdire les manifestations.

La seule « réponse » que Macron et son gouvernement entendent donner à la montée de la contestation sociale et politique, c'est le développement d'une politique de division. Cette politique est dangereuse et nous devons la dénoncer. ★

# Enterrons le capitalisme avec sa crise

« Les inégalités augmentent nettement » ; à propos des « mots pas assez durs des responsables politiques pour fustiger Bridgestone », il est question du « bal des Tartuffe » ; et aux 20 milliards offerts aux entreprises, à travers la baisse des impôts de production, viennent s'ajouter le mécanisme qui va permettre « de transmettre un million d'euros, en héritage, sans payer d'impôt ». Ces quelques titres que nous empruntons à *Alternatives économiques*, illustrent l'orientation de la politique de Macron et de son gouvernement. Nous y ajoutons la vente à des sociétés privées des fréquences hertziennes (pour près de 4 milliards pour l'Etat), ce qui revient à privatiser toujours plus les communications et à ouvrir en grand la voie à l'inter connectivité généralisée, hommes, machines, pour offrir aux géants de l'internet la « matière première » pour scruter, vendre, influencer et pour peser toujours plus sur l'ensemble de l'économie, des villes, de la société. Au passage, les liens entre ces monopoles et le secteur militaro-industriel et celui du renseignement, vont encore se renforcer. Il faudra des centaines de L. Assange pour dévoiler ce qui se met en place

sans que nous en ayons connaissance et qui menace les libertés démocratiques.

Derrière la bataille entre géants du traitement de l'eau, des déchets, une matière première de forte valeur pour les entreprises de retraitement, les Veolia, Suez et Engie, il s'agit encore d'un renforcement des monopoles privés, dans des domaines qui concernent toute la société. Et quand Macron vend des Rafale à la Grèce, qui peut à nouveau s'endetter sur les marchés, maintenant qu'elle a payé l'essentiel des plans d'ajustement concoctés par la troïka (FMI, BCE et UE), il fait faire de bonnes affaires à Dassault, « quel qu'en soit le prix » pour le peuple grec. On le savait, l'oligarchie, Bernard Arnault, patron de LVMH, est très puissant. Ce terme est généralement utilisé par les médias pour caractériser les milliardaires russes, qui se sont enrichis sur les dépouilles de l'ex-URSS, qui n'était plus socialiste depuis longtemps, mais qui a basculé dans le capitalisme sauvage, le néolibéralisme, à la fin des années 80. L'oligarchie est aux manettes dans tous les Etats capitalistes impérialistes et si elle n'a pas les mêmes

« manières » partout, elle met partout l'Etat à son service exclusif. B. Arnault a des difficultés aux USA, avec un autre monopole qu'il veut acheter à un prix plus faible : c'est un ministre qui va fournir le prétexte pour que les négociations du prix de vente reprennent sur de « nouvelles bases ». Dans le secteur du luxe ou dans celui des déchets, les méthodes entre les protagonistes peuvent différer, mais le but reste le même : valoriser le capital, ce qui passe par la surexploitation des ouvriers et des travailleurs, le pillage des richesses – et l'industrie du luxe en consomme beaucoup – et par une concurrence effrénée entre capitalistes. Comme le notait un spécialiste des « fusions – acquisitions », c'est reparti de plus belle, malgré la crise, ou plutôt, grâce à la crise. C'est le cas partout : cette crise accélère des restructurations de grande ampleur et la pandémie n'a fait qu'accélérer le processus. Et ces restructurations signifient un aiguisement de toutes les contradictions du système. Une des traductions en est les tensions qui montent autour du contrôle de gisements de gaz, ou des tracés de pipelines ou gazoducs, ce qui vient rappeler que la

« transition énergétique » et la fin annoncée du pétrole et du gaz ne signifient en rien la fin des conflits pour les contrôler.

La crise sanitaire a mis en lumière que, contrairement aux discours sur la « fin » de la classe ouvrière, sur le triomphe de la machine sur l'homme, le système capitaliste impérialiste ne peut tout simplement pas « tourner » sans les ouvriers, les travailleurs, et cela dans chaque pays et sur le plan international. Les « premiers et premières de cordée », si vite oubliées, font partie de cette chaîne.

Devant les dégâts de cette crise que le système fait payer aux travailleurs et aux peuples, il n'y a d'autre voie que celle de la lutte pour dire non aux licenciements, non aux salaires de misère, pour arracher des protections sociales, sanitaires, un logement digne de ce nom, un enseignement de qualité pour les enfants des milieux populaires. Mais aussi comprendre et faire comprendre les enjeux et les rouages de ce système, pour mieux le dénoncer et convaincre de la nécessité d'en finir avec lui, avec la domination des monopoles et de l'Etat à leur service. ★

## Petits arrangements entre milliardaire et gouvernement

L'affaire concerne le monopole du luxe, LVMH, détenu par la première fortune en France, B. Arnault. Il a ses entrées partout, chez Macron, chez Trump, avec qui il a inauguré en octobre 2019 la troisième usine du groupe aux USA. Si ce dernier a vanté le « made in America », LVMH a accru sa présence sur le marché du luxe US, en payant les ouvrières, majoritaires dans ce secteur, en dessous du salaire moyen du Texas.

LVMH a conclu en novembre 2019 un accord avec les dirigeants du monopole du luxe US, Tiffany, pour le racheter. A l'époque, l'opération était

évaluée à 14,7 milliards. Depuis, il y a eu l'épidémie, qui a également impacté le secteur du luxe : magasins fermés dans tous les pays, y compris la Chine, ventes en chute libre LVMH veut renégocier le prix d'achat, mais il est lié par des contrats verrouillés par les avocats des cabinets d'affaires. Le 30 août, une lettre du ministre français « de l'Europe et des affaires étrangères », Le Drian, connu pour ses talents de commis voyageur des monopoles d'armement, arrive chez LVMH. Elle demande de différer l'achat de Tiffany, car cette vente viendrait contrarier les efforts du

gouvernement pour tenir tête aux pressions US d'imposer des taxes à l'importation de produits de France, suite à la décision de taxer les GAFA. « On n'a pas le choix » dira le directeur financier de LVMH, qui avertit immédiatement les responsables de Tiffany, pour leur signifier que l'achat ne pourrait pas avoir lieu aux conditions négociées en 2019. Auparavant, les responsables de LVMH ont multiplié les manœuvres pour essayer de déstabiliser ceux de Tiffany, allant, par exemple, jusqu'à demander quelles étaient les « conséquences des manifestations contre les violences faites aux noirs américains »

sur le chiffre d'affaires. Le cynisme n'a pas de limite. L'affaire est maintenant devant les tribunaux US, qui poussent à un « accord à l'amiable ». Certes, cette affaire est avant tout un règlement de compte au sein de l'oligarchie et elle n'a pas les mêmes conséquences que les fusions-acquisitions qui se soldent par des milliers de licenciements de travailleurs. Mais elle met en lumière les liens entre l'oligarchie et les représentants de l'Etat au plus haut niveau et la confusion entre intérêts privés et « intérêts nationaux » : c'est l'illustration de l'Etat au service monopoles. ★

## La vente de Rafale à la Grèce

L'annonce de la vente de Rafale, et apparemment d'hélicoptères, de frégates, de missiles, à la Grèce, intervient dans un contexte de fortes tensions en Méditerranée, auxquelles participe l'impérialisme français. Il est question de conclure un « partenariat stratégique » entre la France et la Grèce, impliquant l'engagement militaire réciproque, au cas où l'un des deux pays serait attaqué. La menace est clairement désignée : Erdogan et ses interventions en Libye et, plus récemment, en mer Egée, où il a envoyé un navire de recherche sous-marine accompagné de 5 bâti-

ments militaires, ou dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le peuple grec a été saigné à blanc par les plans d'austérité imposés par le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne à partir de 2012. C'était du temps de Hollande mais Macron n'a jamais désavoué le rôle criminel joué par celui qui gérait alors les intérêts de l'oligarchie française et qui a toujours fait pression sur Tsipras pour que celui-ci applique les « memoranda ». Tsipras ayant renié ses engagements et perdu de ce fait toute légitimité dans les couches populaires, il a été

écarté au profit de la droite réactionnaire et nationaliste.

Le régime autocratique d'Erdogan a multiplié les initiatives économiques et militaires pour essayer de s'imposer comme une puissance régionale incontournable, avec laquelle les puissances impérialistes, qu'elles soient européennes, russes ou étasuniennes, doivent composer. Dans ce but, il a attisé les tensions avec la Grèce, membre, comme la Turquie, de l'Otan.

C'est dans ce contexte que Macron a multiplié les déclarations et les initiatives pour « soutenir » la Grèce,

envoyant des navires de guerre au contact avec les bâtiments turcs et vendre des armes.

Pour cela, le gouvernement grec va continuer à endetter le pays et faire payer capital et intérêts aux travailleurs et au peuple, alors que le système de santé est par terre, l'économie déjà très affaiblie touchée par la crise et que la misère s'étend. C'est cela la « politique de défense européenne » que prône Macron : une politique qui accélère la militarisation des Etats de l'UE, de la Méditerranée et qui participe à la montée des tensions partout. ★

# Dans les EHPAD la situation ne s'arrange pas

La situation dans les EHPAD était déjà très difficile avant la pandémie, mais comme pour l'hôpital, la crise du Covid-19 les a remis sur le devant de la scène. Partout, le manque de matériel de protection (masques, etc.) a vite eu des conséquences dramatiques : contamination de résidents, décès, également parmi le personnel. Alors qu'une nouvelle vague s'annonce, les capacités d'y faire face se sont encore restreintes. Les soignants, qui se battaient déjà depuis plusieurs années pour obtenir plus de moyens, sont physiquement et psychologiquement épuisés par la première crise du printemps. Avec le confinement, la peur, les journées à rallonge, et les morts, souvent seuls dans leur chambre, sont montées aussi la culpabilité et la colère. Puis avec la canicule de l'été, ils ont vite retrouvé la situation d'avant Covid : le manque de personnel.

En particulier les aide-soignant.es, mais aussi les infirmier.es, avec une difficulté qui s'accroît partout dans les établissements : même là où les Agences Régionales de Santé (ARS) accordent des postes supplémentaires, il ne se trouve personne pour les occuper, même en ayant recours à l'intérim. Cette situation inédite

aggrave encore les conditions de prise en charge des résidents. Mais c'est bien là le résultat de toutes ces années passées à mépriser cette main-d'œuvre essentiellement féminine, qui réclamait des augmentations de salaire, des embauches, et des moyens pour exercer dignement leur métier auprès des personnes âgées, et qui se voyait toujours répondre qu'elles devaient « mieux s'organiser » ! Les gouvernements successifs ont laissé depuis des années ce secteur des personnes âgées sans moyen, au profit des grands groupes du privé lucratif, comme Korian, qui s'engraissent sur « l'or gris ».

La pénibilité de ces métiers impacte durement la santé des travailleuses qui n'arrivent pas souvent au bout de leurs carrières, à cause des dos cassés, des épaules trop usées, et à qui on dit qu'il faudrait travailler plus longtemps ! Cette usure prématurée entraîne des arrêts de travail souvent longs et de moins en moins remplacés. Les EHPAD ont connu des mouvements de grève importants, dont celui de Foucherans dans le Jura, qui a duré trois mois et a largement contribué à médiatiser la situation de ces lieux de vie devenus trop souvent

des lieux de maltraitance institutionnelle. Plusieurs rapports ont été écrits et, à chaque fois, les constats étaient les mêmes : manque de personnel, de matériel, salaires trop faibles avec beaucoup de contraintes (horaires coupés ou décalés, temps partiel, travail le week-end et les jours fériés)... sans qu'aucune mesure à la hauteur des besoins ne soit mise en place. Alors rien de surprenant à ce qu'aujourd'hui, les recrutements soient devenus quasi impossibles. Même les 183 € d'augmentations de salaire issus du Ségur, qu'Olivier Véran se dépêche de dupliquer vers les EHPAD privées, risquent de ne pas suffire à susciter l'envie de retourner y travailler. Il faut que les conditions de travail s'améliorent ! Mais, pour cela, il faut des embauches et donc des candidats... En l'état, la boucle se ferme sans solution, alors qu'au 1er janvier 2050, la France devrait compter plus de 20 millions de personnes de 65 ans ou plus, soit 8,6 millions de plus qu'en 2013 !

A l'hôpital, le constat est le même : la crise du Covid-19 a entraîné un grand nombre de départ de soignants, et les directions peinent à recruter. Là aussi, passé les « annonces » du Ségur, les hospita-

liers ont vite retrouvé leur lot quotidien : manque de lits, manque de personnel et une nouvelle vague Covid qui monte, avec cette fois encore moins de personnel pour y faire face. Les ARS demandent que des lits de médecine soient réservés aux patients Covid, mais il n'y a pas de soignants à mettre au chevet de ces patients ! L'hôpital ne peut déjà plus assurer le suivi de toutes les autres pathologies, cette fois encore, combien de malades vont voir leur santé se dégrader par défaut de prise en charge ? L'AP-HP annonce déjà la réquisition du personnel qui avait prévu des vacances à la Toussaint.

Il n'aura pas fallu longtemps pour voir que le Ségur n'était qu'une coquille vide, qui laisse les soignants sans moyens et les patients sans solutions pour être soignés correctement. Il n'y a décidément rien à attendre dans un système qui n'a de la santé qu'une vision marchande et productiviste. Il faut continuer à se battre face à la catastrophe qui s'annonce, usagers et soignants, **le prochain rendez-vous de mobilisation dans la santé sera le 15 octobre et nous devons y participer en grand nombre.** ★

## Tests de dépistage Covid

# La pandémie est aussi l'occasion de faire des profits

La gestion du gouvernement de cette crise sanitaire apparaît à juste titre comme illisible et erratique. Mais à quoi cela est-il dû ? Prenons l'exemple des tests.

Après des tests au compte-gouttes effectués pendant la première vague, ce qui avait contribué au confinement généralisé, les laboratoires vétérinaires et des laboratoires de recherche des hôpitaux aptes avaient été autorisés à les effectuer en complément des laboratoires de biologie humaine.

C'était à la fin de la première vague. Des machines plus performantes ont été achetées. Entre-temps il y a eu le déconfinement et le répit de l'été. La deuxième vague était prévisible. Le gouvernement avait prévu des milliers de tests pour isoler les personnes contaminées et les cas contact. Pendant le mois de septembre, avec le retour des vacances, les demandes de tests ont explosé. Les files se sont accumulées devant les centres de dépistage. 1,1 million de tests ont été effectués depuis la mise en place du traçage, mais une bonne partie est inutile. Si l'on en croit Catherine Hill, épidémiologiste, les dépistages sont faits trois jours après les symptômes et les résultats

mettent de 48 heures à une semaine à arriver. Sachant que la contagiosité commence quatre jours avant les symptômes et dure au moins six jours après, les résultats arrivent trop tard et le patient a eu le temps de contaminer son entourage entre-temps. De plus, même si la personne est détectée positive, rien n'est organisé pour faciliter l'isolement. Le virus continue donc de se propager.

Pourquoi ce cafouillage alors que les mesures étaient censées être prises ? La raison en est principalement dans le caractère économique libéral des laboratoires, de la production des machines, de réactifs, à l'image de l'ensemble du système de santé. La concurrence fait rage entre eux et les plus grandes structures raflent la mise, imposent leur diktat. Avec l'augmentation de la demande, les méthodes manuelles ne suffisaient plus et il a fallu acheter des automates pour les tests PCR (prélèvement nasal) plus rapides mais coûteux. Les grands labos ont pu en acquérir mais les petits labos ont été obligés de se regrouper pour avoir accès au marché international. Pour parfaire le tout, certaines entreprises qui fabriquent ces automates rendent leurs utilisateurs captifs. Ceux-ci ne peuvent

acheter les réactifs que chez eux alors qu'ils n'en produisent pas suffisamment pour la demande mondiale ou les réservent en espérant pouvoir faire payer davantage les clients.

D'autre part, de façon générale, les prix, aussi bien des machines que des réactifs, ont augmenté avec la crise. C'est la loi du marché et de la criminelle loi de la concurrence libre et non faussée !

Le laboratoire français BioMérieux a mis au point un test réalisable sur de nombreux systèmes automatisés présents dans les laboratoires et permettant de tester un grand nombre de patients à la fois, en environ quatre heures. Il fait fabriquer ses tests aux Etats-Unis par une filiale, la BioFire Defense. Les premiers tests ont été destinés au Département de la Défense des Etats-Unis et ensuite disponibles sur le marché américain, avant d'être orientés à l'international. Conséquence : début septembre 2020, le groupe BioMérieux communique une hausse importante et exceptionnelle de 23 % de son bénéfice net à 173 millions d'euros pour le premier semestre. Porté par ses tests de dépistage de Covid-19, le laboratoire annonce un chiffre d'affaires à 1,48 milliard d'euros, soit une hausse de 15,8 %.

Le privé met bien sûr à contribution le public pour la recherche. EasyCov, un test salivaire rapide du Covid-19 qui donne des résultats en 40 minutes, est développé et fabriqué en France par SKILL Cell. Il a commencé à être vendu à l'étranger. Il est pourtant le résultat des coopérations entre industriels privés et organismes publics comme le CNRS. Le CHU de Montpellier a participé aux essais cliniques, et ce programme est soutenu par... la Direction de l'Armement. De son côté, la Chine a mis sur pied une machine nommée « Flash 20 ». L'appareil, qui peut être acquis pour 300 000 yuans, soit l'équivalent de 46 000 \$, révèle la présence ou non du Covid-19 dans l'organisme en 30 minutes.

La réalisation de tests de masse avec des résultats très rapides est un enjeu pour permettre des détectations dans les endroits accueillant du public comme les aéroports, les gares...

Loin d'une coopération souhaitable en matière sanitaire face à cette pandémie, la concurrence internationale capitaliste fait rage, de même en ce qui concerne les vaccins et les médicaments. ★

# Création d'une 5<sup>e</sup> branche de la Sécurité sociale

Le Parlement a validé, le 24 juin dernier, la création d'une cinquième branche « autonomie ». Cette cinquième branche de la Sécurité sociale, dédiée à la prise en charge de la perte d'autonomie, doit venir s'ajouter aux quatre branches existantes : maladie, retraite, famille, accidents du travail. Cette nouvelle branche devrait, selon les dires du gouvernement, permettre de mieux financer la prise en charge des seniors dans un contexte d'augmentation continue de l'espérance de vie. Cette cinquième branche sera confiée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), créée en 2004 au lendemain de la canicule de 2003, pour gérer, notamment, l'affectation des fonds récoltés lors de la journée de solidarité en faveur des personnes âgées.

Selon les chiffres officiels, en 2040, plus de 10 millions de personnes auront 75 ans ou plus, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. De 30 milliards d'euros par an (dont 6 milliards reposant sur les ménages), les dépenses liées au grand âge pourraient augmenter de plus de 9 milliards d'ici 2030. Ces dépenses comprennent principalement les frais liés aux soins

de santé, à l'aide à la prise en charge spécifique de la perte d'autonomie ou encore à l'hébergement en établissement. Près de 80 % d'entre elles sont aujourd'hui financées par les pouvoirs publics via la Sécurité sociale ou par les collectivités territoriales, entre autres. Laurent Vachey, inspecteur général des finances, s'est vu confié la rédaction d'un rapport sur « l'architecture, la gouvernance et le financement » de cette cinquième branche, rapport qu'il a remis, lundi 14 septembre, au gouvernement. Établi après deux mois de concertations, cette publication de plus de 300 pages présente en détail différentes réformes envisagées pour la création de cette nouvelle branche dédiée à l'autonomie.

## Quels financements ?

Outre une série de propositions concernant l'organisation et le périmètre budgétaire de cette branche, les propositions les plus attendues sont celles qui portent sur le financement puisqu'il faut trouver 1 milliard d'euros dès 2021 et 6 milliards d'euros d'ici 2024 (\*). Pour ce faire,

l'auteur du rapport propose « cinq sources potentielles » : des transferts, des mesures d'économies, une réduction de certaines niches sociales et fiscales, des financements privés ainsi que « d'éventuels prélèvements obligatoires », comme par exemple la création d'une deuxième journée de solidarité, l'alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs ou encore la suspension de l'abattement de 10 % sur l'impôt sur le revenu concernant les pensions et les retraites.

Comme on pouvait s'y attendre dans le cadre de ce système, les solutions proposées pour le financement de cette cinquième branche tournent pour la plupart autour d'une limitation des aides, d'un contrôle renforcé dans l'attribution des allocations, et bien entendu, de nouvelles ponctions dans les poches des masses populaires. Il est encore une fois question de faire payer les retraités ! Cela faisait quelques mois déjà qu'on entendait régulièrement des responsables politiques, patronaux et autres commentateurs bourgeois, distiller une petite rengaine sur les retraités d'aujourd'hui qui auraient bien profité du système, bénéficie-

raient de retraites confortables, et devraient par conséquent contribuer à l'effort national. On avait déjà entendu des propos similaires qui visaient à culpabiliser les retraités au regard de la situation de la jeunesse et des ravages de la précarité dans ses rangs. Les retraités ne se sont pas laissés faire et il n'y a qu'à se rappeler les mobilisations importantes qui les ont mis dans la rue en 2018 pour comprendre que s'il devait y avoir une ponction sur leur pension, ils sauraient y répondre !

Mais certains analystes doutent, dans le contexte actuel de la pandémie et les échéances présidentielles à venir, que le gouvernement prenne aujourd'hui des mesures qui seront forcément très impopulaires dans un climat social déjà explosif. ★

\*Les besoins estimés par le rapport sur la réforme du grand âge remis au gouvernement en mars 2019 par le président du Haut Conseil du financement de la protection sociale, Dominique Libault, étaient évalués à 6,2 milliards d'euros par an d'ici à 2024 et à 9,2 milliards d'ici à 2030.

## Logement

# Une crise dans la crise !

4 millions de personnes mal logées, plus de 12 millions en situation de fragilité, selon le rapport de la Fondation Abbé Pierre de janvier 2020. Phénomène ancien et durable, le mal-logement s'est encore brutalement aggravé avec la crise sanitaire. En mars dernier, le gouvernement a gelé les expulsions et demandé aux CAF de maintenir systématiquement les aides au logement, même en cas d'impayés de loyer. 200 euros ont été alloués cet été aux étudiants boursiers et aux jeunes précaires bénéficiaires d'une aide au logement... Ces dispositions ponctuelles, sans commune mesure avec les milliards distribués aux grandes entreprises, ont un peu différé les effets les plus désastreux de cette crise mais ne les ont pas écartés.

SDF, demandeurs de logement sociaux, jeunes majeurs, migrants, sont de plus en plus nombreux. A l'arrivée de la « mauvaise saison » (mais y en a-t-il une « bonne » pour eux ?), les places en hébergement d'urgence sont saturées. Des millions de personnes ne trouvent plus d'emploi ; sans fiches de paie et sans ressources stables, elles n'ont plus accès

au logement. C'est le cas, notamment, pour les jeunes en fin d'études qui arrivent sur un « marché du travail » verrouillé, mais aussi des jeunes en cours d'étude, privés des « jobs d'étudiants » vitaux pour payer les inscriptions, manger et se loger...

Des personnes qui, jusqu'ici, n'avaient jamais sollicité d'aide, se retrouvent aujourd'hui dans l'incapacité de payer leur loyer ou de rembourser leurs prêts locatifs. Intérimaires en rupture de missions, CDD ou même parfois CDI dont les revenus ont chuté, auto-entrepreneurs, artisans ou commerçants dont l'activité s'est arrêtée... se présentent aujourd'hui en nombre aux guichets des services sociaux, dans les permanences des associations. Les garanties de loyers (Fonds de solidarité logement des départements, Action logement...), les secours d'urgence, l'entraide familiale... ont amorti le choc dans un premier temps, mais ne suffisent pas sur la durée.

C'est dans ce contexte que la réaction s'agite sur le thème de la défense du « droit de propriété ». A l'Assemblée nationale, elle monte au créneau avec une double prétention : rendre obligatoire le recours à la force

publique pour expulser sous 48 heures les locataires dont le bail a été résilié par décision de justice ; étendre et systématiser l'expulsion des squatters, à l'initiative du préfet et sans recours au juge, quel que soit le local occupé, « y compris lorsqu'il s'agit d'une résidence secondaire ou occasionnelle » pour son propriétaire en titre. Dans un communiqué du 27 septembre (1) demandant le retrait de ces « amendements anti-squat et contre les occupants sans titres », le DAL dénonce la « frénésie anti-squat » relayée par les médias régionaux et nationaux, qui montent en épingle quelques faits divers isolés : une « goutte d'eau, au regard des 3,1 millions de logements vacants recensés par l'INSEE en 2019, des 250 000 sans-abri et des 2 millions de demandeurs HLM que compte notre pays ». Le DAL rappelle que l'essentiel des squats en France concerne « l'occupation d'immeubles et locaux vacants appartenant à de grands propriétaires publics ou privés ». Il rappelle que ces squats « abritent des milliers de sans-abri, soutenus le plus souvent par des collectifs associatifs dans de nombreuses villes en France, palliant tant bien que mal la violation du

droit inconditionnel à un hébergement pour toute personne sans abri en situation de détresse ».

L'actuelle brutale aggravation de la crise du logement s'inscrit dans un contexte ancien de spéculation immobilière qui rend inabordable les loyers dans les villes et laisse des milliers de locaux vacants. Elle intervient après une rafale de réformes qui s'acharnent contre le logement social et à la veille d'une nouvelle modification en profondeur du mode de calcul des aides au logement qui se traduira, dès janvier 2021, par des milliards d'économie sur le dos des locataires. L'accès à un logement décent et stable pour tous et toutes est de plus en plus difficile dans le cadre du système capitaliste-impérialiste en crise. Se battre pour ce droit est une exigence immédiate et urgente. Elle ne peut que faire grandir la conscience de la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec ce système. ★

(1) <https://www.droitaulogement.org/2020/09/communique-contre-les-amendements-anti-squat-mobilisation-mardi-29-septembre-a-18h/>

## Les 4 de Melle

## Face à la répression antisyndicale, la solidarité s'amplifie

Les trois de Melle sont désormais quatre. C'est le résultat d'une enquête administrative de la direction de l'Éducation Nationale suite aux mouvements de contestation de la réforme du BAC. Comme le dit le syndicat Sud-Education auquel sont affiliés certains des enseignants poursuivis, « *Blanquer franchit un cran supplémentaire dans la répression* ».

**Rappel des faits : une réforme du lycée injuste pour les élèves des milieux populaires et les enseignants.**

Nous l'avons évoqué dans nombre de nos numéros, l'Éducation Nationale cherche à confiner la contestation des réformes en cours. Imposée par la force, la réforme du BAC a suscité une opposition nationale : tout le monde en voit aujourd'hui les effets. Les élèves ne sont plus intégrés dans des groupes-classes mais dispatchés, selon leur « parcours » individuel. Les emplois du temps prennent une amplitude horaire peu respectueuse des rythmes d'apprentissages et sont un véritable casse-tête pour les enseignants comme pour l'administration. Nombre d'enseignants doivent faire des cours pour lesquels ils n'ont pas été formés, sans grand intérêt pour leur métier, ni d'ailleurs

pour les élèves. Les tâches administratives des professeurs principaux s'alourdissent encore davantage. Aucun moyen supplémentaire n'est réellement accordé. L'objectif est d'individualiser les élèves et de réaliser la sélection au sein même du lycée. Cette sélection qui écartera toujours plus les enfants des milieux populaires du lycée général.

Lors de l'hiver dernier, dans le contexte de lutte contre la réforme des retraites, la contestation a pris de l'ampleur face à la mise en place des épreuves anticipées du BAC : les E3C. Au lycée de Melle, comme ailleurs, les enseignants étaient très mobilisés pour refuser ces épreuves. Le 3 février, une trentaine de profs sur 55 se rassemblent devant le lycée. Près de 200 personnes ont participé à cette action : des enseignants mais aussi des lycéens et leurs parents. Comme dans beaucoup d'autres bahuts, le proviseur a fait appel aux « équipes mobiles de sécurité » du rectorat. De plus, une quarantaine de gendarmes ont été appelés à l'extérieur de l'établissement.

Suite à ces événements, les 10-11-12 mars, trois enseignants, tous syndiqués à Sud-Education, sont suspendus par leur hiérarchie, avec interdiction d'entrer en contact avec les élèves et leurs remplaçants. Des rap-

ports à charge sont rédigés par l'administration qui accuse les enseignants d'agressivité lors des diverses actions. Il s'agit d'une manœuvre de criminalisation de l'action syndicale. D'ailleurs, la convocation des trois de Melle au rectorat de Poitiers a provoqué trois nouvelles journées de grève, auxquelles ont participé la quasi-totalité du personnel, mais aussi des élèves et des parents. Désormais, ce sont 4 collègues qui sont poursuivis et passeront en conseil de discipline le 12 octobre 2020.

**Blanquer dévie l'attention vers des faux problèmes**

Face à cette répression, mais surtout à la colère des enseignants due au manque de moyens humains et matériel, à l'absence de considération, à l'offensive de contre-réformes visant à rapprocher école et entreprise, cassant le service public d'éducation, le ministre Blanquer lance des polémiques sur la tenue vestimentaire des filles. Il veut ainsi dévier l'attention vers des sujets qui renvoient à la morale réactionnaire sur l'idée que c'est la tenue des filles qui provoque les garçons.

**La solidarité est le moyen d'empêcher les sanctions**

Pour les personnels d'éducation, il est dès lors important de faire connaître la situation des 4 de Melle et de préparer des actions de soutien. Un communiqué intersyndical (SUD-FSU-CGT-FO de l'Éducation Nationale) appelle à mettre fin à la répression antisyndicale et à être présents à Poitiers, à 13h, le 12 octobre, pour soutenir les collègues convoqués en conseil de discipline.

Comme le rappelle le communiqué du comité de soutien des trois de Melle, « *Au moment où les rectorats tentent de nouveau de faire passer en force ces épreuves si décriées dans les lycées où elles n'avaient pu se tenir, nous appelons à soutenir les collègues réprimés pour faits de grève. Montrons à Jean-Michel Blanquer que nous ne nous laissons pas intimider : soyons tous en grève le 12 octobre, date du premier conseil de discipline. Montrons à nos collègues que nous ne les laisserons pas seuls face à l'institution : soyons présents à leurs côtés pendant cette semaine décisive* ».

Des prises de positions et des rassemblements sont en train de s'organiser en France pour réclamer la fin des poursuites. Nous appelons à y participer. ★

**Loi de Programmation de la Recherche****La mobilisation doit s'amplifier pour faire échec à la LPR !**

Dans notre édition du mois de février 2020, nous détaillions les dispositions de la loi pluriannuelle de programmation de la recherche (LPPR), aujourd'hui renommée Loi de Programmation de la Recherche (LPR), mise au point par le gouvernement Philippe. Nous rendions également compte du mouvement d'ampleur en opposition qui en avait résulté dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) et auquel nos camarades avaient participé. Cette mobilisation forte et croissante qui s'appuyait sur le mouvement contre la réforme des retraites a bien entendu été freinée dans son élan par le confinement de la population décidé début mars par les autorités pour faire face à la pandémie.

Nous rappelons que la LPR comporte plusieurs volets, concernant le recrutement des chercheurs, la revalorisation des carrières ou le financement de la recherche qui vont chacun totalement à l'encontre des revendications des acteurs du secteur en généralisant ou renforçant la précarité, l'individualisation des carrières et le financement de la recherche par une politique d'appels d'offre court-termiste. Malgré les leçons de la crise sanitaire, le gouvernement persiste et signe dans sa volonté d'imposer la LPR et est revenu à la rentrée avec un projet

de loi quasi inchangé passé devant l'Assemblée nationale fin septembre, avec la volonté de faire signer aux organisations syndicales un protocole d'accord sur l'amélioration des carrières (en fait sur la mise en place d'un nouveau système de prime pour les chercheurs) inacceptable, dans des délais flous mais brefs, préalable obligatoire à leur participation future aux discussions à venir sur ce volet de la loi. La plupart des organisations syndicales ont dénoncé ce chantage au protocole d'accord et même les plus réformistes se sont inquiétées du dévoiement de leurs propositions initiales concernant les primes.

La volonté du gouvernement de passer en force et à toute vitesse cette loi très contestée à un moment où les personnels sont très mobilisés pour que la rentrée universitaire puisse avoir lieu, dans des conditions matérielles et sanitaires extrêmement difficiles, est particulièrement scandaleuse et ne passe pas inaperçue.

Il est à noter que, cette année, ce ne sont pas moins de 57 000 étudiants supplémentaires qui viennent grossir les effectifs, conformément à la tendance démographique prévue depuis plusieurs années et qui devrait perdurer sur la décennie à venir. Cette hausse de long terme est aggravée cette année par le passage de 91 à

96 % du taux de réussite au Bac, qui implique de caser des dizaines de milliers d'étudiants supplémentaires dans des locaux déjà bondés. Ce sont deux nouvelles universités qu'il serait nécessaire de construire et de personnels idoines qu'il faudrait recruter pour accueillir ces étudiants supplémentaires. Ce constat tranche totalement avec l'absence de moyens supplémentaires, humains et matériels, mis sur la table par le ministère. Présentée de façon goguenarde comme un effort supplémentaire sans précédent pour l'ESR, la LPR compense d'ailleurs à **peine l'inflation et le « glissement vieillesse technicité » (le fameux GVT) des personnels sur les deux années qui viennent, les deux seules qui engagent en fait vraiment le gouvernement actuel.**

Face à cette situation, l'opposition et la **révolte des personnels sont restées intactes**, mais la possibilité de se mobiliser est, cela va sans dire, rendue beaucoup plus difficile par les difficultés rencontrées sur le terrain pour que la rentrée se déroule dans des conditions sanitaires et matérielles les moins dégradées possibles, notamment pour les nouveaux étudiants qui ont déjà subi une dernière année de lycée et des épreuves du Bac dans des conditions très particulières et perturbantes.

Notons que ces difficultés sont d'ailleurs en bonne partie dues à la casse des instances collectives et la montée d'une bureaucratie lointaine et absurde auxquelles on a assisté dans les universités au cours des dernières années, conséquences **délétères de la loi LRU et des dispositions qui en ont découlé.**

La résistance des personnels s'organise néanmoins avec une participation très honorable à la manifestation nationale interprofessionnelle du 17 septembre ainsi qu'à un rassemblement de plusieurs centaines d'agents devant l'Assemblée nationale lors de l'examen de la loi en première lecture. Les tribunes dans les journaux nationaux ainsi que les journées d'étude et de débat sur le futur de l'ESR se multiplient également.

On peut espérer une montée en puissance du mouvement une fois l'urgence de la rentrée universitaire passée, au mois d'octobre lorsque le texte de loi poursuivra son parcours au Sénat. Cette mobilisation sera vitale pour contrer la tentative du gouvernement de renforcer la mutation néolibérale de l'ESR amorcée depuis des années et dont les conséquences sont tout aussi mortifères que celles qui ont maintenant éclaté au grand jour dans d'autres secteurs comme celui de la santé. ★

## Pour un « Non aux licenciements » le plus large possible !

Le 17 septembre, la CGT, Solidaires et la FSU et quatre organisations de jeunesse avaient appelé les travailleurs à se mobiliser pour l'emploi, les salaires contre la pauvreté et la précarité. Si la mobilisation est restée modeste, l'état d'esprit était empreint d'une vraie combativité et de beaucoup de fraternité. Contents de se retrouver après ces mois de confinement, de déconfinement, même si le ciel était déjà bien gris du fait des plans de licenciements annoncés et engagés.

C'est une vague de fermeture d'usines, d'entrepôts, de magasins... de restructurations qui est en train de balayer le pays. Une vague qui jette des milliers de travailleurs vers Pôle emploi, plongeant les familles dans l'incertitude du lendemain et poussant à la paupérisation de villes et de régions entières.

La Covid-19 révèle l'extrême fragilité du système capitaliste et montre son incapacité à endiguer une telle crise sanitaire, que double la crise économique qui monte. La raison : la course au profit maximum que se mènent tout particulièrement les monopoles et qui imprime tous les ressorts de la société.

Entendons-nous : non pas la course pour grappiller quelques euros de plus dans la vente de telle ou telle marchandise ou service, mais celle qui pousse à augmenter toujours plus la productivité, l'intensité du travail, à baisser les salaires pour accaparer toujours et encore la plus-value générée par le travail ouvrier. Celle qui fait que l'Etat capitaliste au service de ces mêmes monopoles n'a eu de cesse de déréglementer le Code du travail qui permet aujourd'hui au patronat, en toute légalité, de dire : « si vous voulez conserver votre emploi pour encore quelque temps, il va falloir accepter une diminution des salaires, des congés, d'un certain nombre d'acquis... mais sans garantie pour après ».

Pour ce chantage pratiqué à grande échelle, les syndicats ont été érigés au rang de « partenaires sociaux » et leur rôle bien souvent ramené à guerroyer pour l'allongement des délais des négociations, exiger des expertises économiques, et ester en justice afin de contester la validité de telle ou telle décision. Même s'il faut en passer par là pour tenter de limiter la casse, sur le fond et avec le temps, le Capital finit par gagner. Les travail-

leurs sont licenciés, des entreprises sont fermées et pour celles et ceux qui ont pu conserver leur job pendant quelque temps encore, c'est au prix fort en termes de perte de salaires et de conditions de travail.

Quant à penser que l'on va pouvoir tordre le bras au patronat avec des propositions économiques dites alternatives tout en lui garantissant, de fait, qu'il pourra continuer d'exploiter en rond, de dégager suffisamment de profit, cela relève de la mystification. La défense de l'entreprise tend alors à devenir un lieu désincarné, en dehors des rapports de production capitaliste, où les contradictions de classe s'estompent dans l'espoir d'un éventuel accord autour de ces propositions dites alternatives ou d'un éventuel repreneur !

La mystification peut fonctionner pendant un temps vu qu'elle prend les formes d'une opposition syndicale avec force arguments, chiffres et injonction au patron, au groupe de faire « autrement » ! Et qui peut blâmer le travailleur lambda en passe de se retrouver au chômage d'y croire jusqu'au bout et d'espérer en cette « solution alternative » ? Mais des années et des années de lutte pour la

« sauvegarde de l'emploi » ont montré dans les faits que cette voie de la « proposition économique alternative » était une impasse tant du point de vue de l'emploi que de la préservation de l'usine elle-même.

Dans la société capitaliste, tout n'est que rapport de force. Et ce n'est qu'en refusant de se placer sur le terrain du Capital, autrement dit sur celui du « possible », que ce soit en termes de salaire, de conditions de travail ou d'emplois... pour privilégier et partir au moins du « nécessaire » pour toutes celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, que l'on peut penser construire un tel rapport de force syndical et politique. Telle est l'essence et l'objectif du syndicalisme de lutte de classe. Celui que nous défendons et pratiquons.

« Non aux licenciements » est un mot d'ordre de la période qui fait l'unité et qui commence à être repris dans nombre de luttes contre les fermetures d'usines, d'entrepôts, de magasins... Il peut l'être beaucoup plus largement, localement mais aussi nationalement avec celles et ceux qui se battent pour préserver leurs emplois et avec toutes celles et ceux qui se mobilisent autour et avec eux. ★

## Bridgestone : encore des milliers d'ouvriers sur le carreau

Tout le monde s'y attendait, mais pas de cette façon, quasiment en catimini, au détour d'une information à l'ordre du jour du CSE du 15 septembre sur la situation de l'usine. Et l'annonce est tombée sans fard, violente : fermeture de l'usine de Bridgestone de Béthune (62) pour 2021. 863 ouvriers et leurs familles vont devoir vivre les mois à venir dans l'incertitude du lendemain, tout comme les 1 500 à 2 000 travailleurs des entreprises sous-traitantes ou dépendantes de l'activité de Bridgestone. Cela fait, une nouvelle fois, beaucoup de monde sur le carreau, de vies brisées et qui pour beaucoup vont rejoindre les bataillons toujours plus nombreux des précaires et chômeurs de longue durée. La liste est déjà longue dans ce secteur industriel du caoutchouc : Goodyear, Continental, Michelin...

Tout le monde s'y attendait, vu la stratégie suivie par le groupe Bridgestone depuis des années. Réduisant de façon conséquente les investissements qui auraient été nécessaires sur place, déménageant des machines pour d'autres sites, maintenant la production dans le créneau des petits pneus de 14/15 pouce alors que la « Clio roule avec du 17 pouces... ». Ce qui n'a pas

empêché Bridgestone de bénéficier de 1,8 million d'euros au titre du CICE, sans compter les « aides » de la région, de l'Union européenne et autres allègements de « charges ». Bref, une stratégie cynique visant à récupérer tout ce qu'il était possible de récupérer en termes de subventions d'Etat, européennes, d'allègements de tout ordre... tout en sachant pertinemment qu'à terme l'usine serait sacrifiée.

Avec comme ultime manœuvre avant fermeture, en 2019, sous prétexte de regagner en compétitivité, l'organisation d'un référendum pour ou contre un accord de performance collective (les fameux APC) où la direction demandait aux ouvriers de faire cadeau de 14 jours de travail gratuits par an et d'accepter de venir au boulot en fonction des nécessités de la production. L'accord a été repoussé à 60 %. Comme a témoigné un des ouvriers, accepter ce chantage, « cela n'aurait préservé les emplois que seulement six mois de plus, et nous venions de perdre la prime de performance qui représentait 150 euros par mois ».

Dès l'annonce de la fermeture, la ministre du travail, la ministre déléguée auprès du ministre chargé de l'économie et des finances, de la

relance en charge de l'industrie (!) se sont précipités sur place pour se fendre d'un communiqué conjoint avec X. Bertrand, patron de la région, faisant part de leur « désaccord total face à cette annonce » dont ils « contestent la brutalité, la pertinence et les fondements ». Situation qui n'est pas s'en rappeler ce qui s'était passé autour de l'usine Ford de Blanquefort où, là aussi, le déjà ministre de l'époque B. Le Maire avait crié très fort à la trahison suite à la fermeture de l'usine. On allait voir ce qu'on allait voir ! La suite est connue. Ces gens ne manquent pas d'air ! Comment leur faire confiance, ces thuriféraires du capitalisme qui poussent des cris d'orfraie devant les dégâts humains, sociaux et écologiques du système ?

Outre ces ministres, tout le monde y est allé de son couplet, y compris M. Le Pen qui s'est empressée de rencontrer à huis clos des ouvriers de Bridgestone. Elle demande le remboursement intégral des subventions touchées par Bridgestone depuis cinq ans, l'arrêt des accords de libre-échange et la taxation des entreprises qui délocalisent ou encore que l'Union européenne taxe les pneus chinois à 300 %.

F. Roussel, le secrétaire général du

PCF demandera, lui, que l'Etat entre au capital des entreprises et encourage à se battre pour « intervenir et maîtriser nos outils de production et nos stratégies industrielles pour que cela serve l'humain et la planète ». Il exige que « le gouvernement pèse de tout son poids sur Bridgestone et l'Union européenne pour que l'activité soit maintenue à Béthune et pour que l'on produise en France ».

Depuis des dizaines d'années, ces responsables politiques ont toujours le même refrain à la bouche. Un refrain qui répète en boucle qu'au bout du compte, il n'y a pas d'autres solutions que de dire au Capital qu'il fasse autrement, et aux gouvernements « de tout mettre en œuvre pour... ». Un refrain pour de sempiternelles solutions économiques alternatives... « pour que tout bouge afin que rien ne bouge ».

Seule l'entrée en grève des ouvriers de Bridgestone avec le soutien des travailleurs des usines sous-traitantes et de toute la population laborieuse qui vit à Béthune, pourrait couvrir ce refrain stérile et permettre de poser leurs exigences en créant un rapport de force favorable. ★



Cher

## Le « collectif de défense de l'emploi du Pays Florentais » à l'offensive contre les licenciements

Le collectif du bassin d'emploi de St-Florent-sur-Cher s'affirme dans le paysage social national comme une forme offensive de résistance contre la première vague de licenciements dont le journal *Le Monde* a rendu compte sous le titre « En France, la menace des délocalisations, derrière le discours sur la réindustrialisation, ce sont des centaines d'emplois qui risquent de disparaître ». Les annonces frappent les usines les unes après les autres laissant les salariés et syndicats (pour moitié en mesure de confinement) seuls sous les coups et le chantage des groupes donneurs d'ordre et sous-traitants qui mettent à profit la crise sanitaire et les milliards distribués pour sacrifier les emplois à la relance de leurs profits. Construire un front de lutte solidaire dans un bassin d'emploi sinistré comme le Pays Florentais permet de créer un rapport de force en usant dans un même combat les ouvriers des usines menacées de fermeture (Comatelec et Rosières), celles touchées par les licenciements (TVI Bougault) ou menacées par un Accord de Performance Collective (APC), avec la CGT (UL, UD, CCM Métaux), la population et les élus des municipalités touchées (voir La Forge de septembre).

**La journée de rentrée sociale du 17 septembre** à St-Florent à l'appel de la CGT et du collectif a permis à ce front de lutte solidaire de franchir un nouveau pas avec l'entrée en grève des ouvriers de la Comatelec : le matin, délégué et ouvriers ont rompu des négociations butant sur les 24 mois de congés de reclassement exi-

gés et ont décidés de rejoindre la manifestation. Ainsi, c'est avec les ouvriers, dont nombre de femmes de Rosières venus en cortège de voitures de Lunery et les ouvriers de Comatelec en grève, que le cortège s'est élané derrière les banderoles du collectif avec son slogan « des milliards pour l'emploi pas pour licencier » et celle de l'UL, les drapeaux de la CGT étant accompagnés de ceux du PCF et du PCOF dont le tract mensuel a reçu un bon accueil. Le cortège s'est arrêté à plusieurs reprises pour des prises de paroles : après celle de l'UL CGT, celle des délégués de Comatelec sur leur lutte et de la CGT Rosières, ce fut l'intervention du délégué CGT d'AFF qui a annoncé une première victoire avec le recul de la direction sur un Accord de Performance Collective où il s'agissait rien moins que de sacrifier les RTT, pauses et 13<sup>e</sup> mois sous peine de licenciement pour cause réelle et sérieuse. Le référendum patronal organisé pour court-circuiter le droit d'opposition syndicale de la CGT a été déjoué, sur les conseils de nos camarades, par la consultation syndicale des salariés, y compris ceux des bureaux, se refusant à une perte de 400 euros, donnant ainsi tous les arguments au DS CGT pour claquer la porte des négociations APC.

**Le Comité de Coordination des Métaux du Cher CGT**, avec nos camarades, mène l'offensive contre les licenciements en s'appuyant sur ces avancées du collectif du Pays Florentais dans une situation complexe où le patronat exploite la situation sanitaire, ajoutant à la peur du Covid-19 elle de perdre son emploi

pour des salariés à 30 voire 40 % confinés en chômage partiel, compliquant la réunion des salariés, voire la vie syndicale et la lutte. Ainsi le CCM a choisi de se réunir à tour de rôle sur les bassins d'emploi également sinistrés en commençant le

14 septembre sur le Vierzonnais pour permettre à nos syndicats des métaux de reprendre contact et pied dans les résistances avec en perspective la création d'un collectif. C'est à Vierzon, fort du succès d'AFF, que l'engagement est pris : « pas un APC dans le Cher », « non aux licenciements » ! Le 18 septembre, c'est la réunion du Collectif Région Centre des Métaux CGT qui a lieu à St-Florent en soutien aux luttes et au Collectif auquel le secrétaire régional a participé avec la banderole des métaux de l'Indre. La participation importante des boîtes mobilisées par le CCM du Cher, dont Koyo Vierzon et Herdegen Henrichemont, avec des déléguées femmes particulièrement motivées (« chez nous on n'a pas de stylo pour signer ») a permis des échanges fructueux sur l'expérience du collectif du Pays Florentais avec les camarades des entreprises de la Région durement menacées, en particulier dans le secteur des équipementiers

aéronautiques, comme chez Auxitrol (Cher). Une bonne préparation pour une Conférence Régionale des Métaux qui ne sera plus axée sur les propositions industrielles du « fabriquer français » qui réduisent les salariés au rang de chair à patron – chair à canon des intérêts souverain de l'impérialisme français dans la guerre commerciale des monopoles – mais bien sur les ripostes à mener contre les licenciements.

Le 24 septembre, François Ruffin et son journal Fakir, accompagné d'une élue Vert de la Région, sont venus soutenir les travailleurs menacés de licenciement. Les salariés de la Comatelec ont rendu compte de leur combat. Il a été dénoncé le gâchis de la fermeture par le groupe Schröder de l'usine fabriquant le luminaire urbain pour les municipalités. Quant aux ouvrières de Rosières, elles ont exposé leur situation face à la fermeture. Les camarades de la CGT, au nom du Collectif, de l'UD et du CCM, ont également pris la parole. ★



17 septembre - Départ de la manifestation de Saint-Florent-sur-Cher en direction de Bourges.

Toulouse

## Caravane pour l'emploi et les salaires

Dans le cadre de sa campagne « caravane pour l'emploi et les salaires », l'UD CGT 31 organise plusieurs points de diffusions sur différentes entreprises, en prenant appui sur les UL de secteurs. Le 17 septembre, après la manifestation, des militants CGT se sont retrouvés à la bourse du travail dans le but de coordonner leurs efforts et se soutenir mutuellement.

Le 1er octobre au matin, une trentaine de militants CGT de plusieurs entreprises prestataires ou sous-traitants qui travaillent en lien avec l'aéronautique (ATOS, CAP GEMINI, ALTRAN, AKKA, ALTEN, Figeac AERO) se sont retrouvés devant les entrées d'ALTRAN pour interpeller les salariés sur la situation et diffuser des tracts. Une coordination (1) a été mise en place entre ces différentes entreprises pour répondre aux plans des

différentes directions d'entreprises. Parmi les pratiques courantes en ce moment, c'est l'utilisation de la « boîte à outils » mise à la disposition du patronat par le gouvernement :

-PSE (plans de sauvegarde de l'emploi) des plans de licenciements collectifs. C'est le cas chez DAHER, EXPLEO, DERICHEBOURG, SCALIAN, ALTRAN.... Sans compter les sous-traitants de rang 2, 3, 4.

-APC (accord de performance collective) baisse de salaires (12 % chez Altran) jusqu'à 600 à 700 euros chez Derichebourg en échange d'une hypothétique préservation de l'emploi. FO et CGC viennent de refuser les APC chez Airbus.

-RCC (rupture conventionnelle collective)

Altran (2) est une société d'ingénierie et conseils pour toutes branches



Le 1er octobre, diffusion devant l'usine Altran.

technologiques ou d'industrie, informatique, aéronautique, automobile, énergie, conception, matériaux, etc. Elle vient d'être racheté par Cap Gemini. Ses techniciens et ingénieurs sont prestataires de services, chez le client ou dans les locaux d'Altran et, selon

le type de prestation demandé par l'entreprise donneuse d'ordre, pour une mission de quelques semaines à quelques mois. A Toulouse, le principal donneur d'ordre est Airbus. Les missions ou mobilités géographiques peuvent être au niveau national. Avec la ●●●

●●● Covid, Altran veut élargir la zone géographique au niveau international en créant une société « low cost » avec clause de mobilité obligatoire. 2000 personnes sur 2500 seraient concernées par cette restructuration sur Altran Sud-Ouest, avec baisse de salaire de 12 %. Les syndicats ont refusé la proposition. Le refus de mobilité étant une cause de licenciement, la CGT considère que cette proposition sert à pousser les employés vers la démission. 1000 salariés sont actuellement en chômage partiel. Plus insidieux, des appels aux salariés qui n'ont pas de mission pour leur proposer de quitter l'entreprise en échange d'une prime de départ (AKKA). Il est clair que le patronat profite à plein de la situation d'isolement (chômage partiel) et de

désarroi pour mener ses attaques. Par ailleurs, le Pôle emploi de Colomiers (ville Airbus) recrute à tour de bras en prévision des licenciements et forme ses futurs employés au calcul des indemnités ! Nous étions présents en tant que syndicalistes CGT au cours de cette action où nous avons pu avoir des échanges avec différents salariés présents. Celles et ceux qui étaient là pour distribuer à la porte sont les militants les plus déterminés, ceux qui ont imposé, au prix d'une grande répression pour certains, le syndicat. Les salariés qui rentraient au travail sont pour beaucoup des jeunes dont la prestation est la première porte d'entrée dans le monde du travail après le diplôme ; ils sont plus réservés et cherchent à passer au travers les mailles, ils ont peur.

Positif cependant, ils prenaient les tracts mais beaucoup sont un peu assommés par la situation vu l'ampleur du nombre de personnes touchées. Le travail chez Altran se fait soit en « open space », discours lissé, pas un mot plus haut que l'autre, et contrôle permanent de la hiérarchie, soit isolé chez soi en télétravail ou au chômage ; pour les plus chanceux, ils sont dispersés dans des missions dans différentes boîtes donc isolés au sein de ces entreprises et soumis à résultat et contrôle rigoureux. Les militants de l'UD, présents lors de cette action, et avec qui nous avons échangé, reconnaissent que la mobilisation des secteurs les uns vis-à-vis des autres est indispensable et que cela va demander un effort, un peu comme on l'a constaté pour la santé après le

confinement. Une autre action avait lieu en même temps en Comminges, à St-Gaudens, près du centre Leclerc. Plus que jamais les liens et la solidarité interprofessionnelle sont importants et indispensables. C'est un combat à mener pour ne pas s'enfermer dans sa boîte et se battre ensemble. ★

Correspondance Toulouse

(1) La coordination de l'aéronautique comprend : AIRBUS, CAP GEMINI, ALTRAN, AKKA, SOPRA STERIA, EXPLEO, ALTEN, CELAD, AUSY, ADP, MODIS, GFI, LATECOERE, MECAHERS, SOCATA DAHER, LABINAL, RATIER-FIGEAC, SAFRAN ENGINEERING SERVICES

(2) Altran, comme Cap Gemini, sont des entreprises qui se portent bien financièrement car elles ont engrangé des bénéfices substantiels ces dernières années.

## Lubrizon, un an après

C'est par une manifestation le 26 septembre, jour anniversaire de l'« accident » industriel de l'usine Lubrizon à Rouen, qu'associations et partis politiques de la ville ont tenu à marquer cet anniversaire ; ils ont défilé dans les rues aux cris de « Lubrizon coupable, Etat complice ». ★



## Projet de fusion VEOLIA-SUEZ

# Bataille entre monopoles pour le contrôle du secteur de l'environnement

Fin août, le Pdg de Veolia, A. Frérot, proposait au groupe Engie (GdF - Suez) de lui racheter 29,9 % des parts (sur 32 %) qu'il détient dans le capital de Suez pour un montant de 2,9 milliards d'euros. L'Etat, qui détient 23,6 % d'Engie, est donc amené à se positionner sur cette offre. Elle concerne le traitement des déchets, les services autour de l'énergie et de l'eau et pose inévitablement la question des conséquences de cette fusion pour les collectivités locales françaises... Si l'offre est acceptée par Engie, le projet de Veolia est ensuite de déposer « une offre publique d'acquisition volontaire du solde des actions de Suez », et de prendre ainsi son contrôle.

## Un "super monopole" à la conquête des marchés internationaux

La vente par Engie de ses participations dans Suez pour se recentrer sur ses missions principales, à savoir les énergies renouvelables et les infrastructures gazières, a été l'opportunité pour Veolia de mettre en œuvre son plan d'absorption de Suez. Un plan dénoncé par Suez qui accuse

Veolia de chercher à devenir le numéro un mondial du « déchet » sur sa dépouille, pour affronter les poids lourds du secteur, notamment chinois, en se débarrassant du secteur « eau » de Suez en France et renforcer sa présence à l'international, notamment aux Etats-Unis et en Asie. Pour que cette OPA puisse se faire, Veolia doit se séparer du secteur Eau France de Suez, pour ne pas se retrouver en position de monopole face à la commission de la concurrence. L'acquéreur pressenti : la société Meridiam, un fonds d'investissement français spécialisé dans le financement et le développement d'infrastructures, dont il assure la gestion sur de longues périodes, mais qui n'a pas de compétences reconnues en matière de gestion de l'eau. Après tractations, Veolia a accepté de relever le prix de son offre de 2,9 milliards à 3,4 milliards d'euros, la proposition du prix de rachat de l'action Suez passant ainsi de 15,5 euros à 18 euros. Ce que la Bourse de Paris a immédiatement salué, l'action de Suez gagnant 7 %. Cette fusion devrait ainsi permettre au nouveau groupe de contrôler 5 % du marché mondial et de peser 41 milliards d'euros. Côté gouvernement, cette fusion ferait « sens » sur le plan industriel

selon le Premier ministre Jean Castex. Elisabeth Borne, la ministre du Travail, a ouvertement soutenu l'idée de la création d'un « grand champion » français sur BFM Business et ajouté que le PDG de Veolia « l'avait assurée qu'il n'y aurait pas de pertes d'emplois en France ». Mais tout en étant favorable à cette fusion, il veut tirer le maximum de la vente des actions qu'il détient dans Suez. La nouvelle proposition de Veolia va dans ce sens.

Quelle qu'en soit la forme finale, cette fusion aura des conséquences sur l'emploi au niveau des deux monopoles et à terme une augmentation du prix de l'eau pour les collectivités locales et le consommateur.

## Des collectivités locales inquiètes

Pendant des années, Veolia et Suez se sont livrés à une concurrence farouche et en même temps concertée pour les parts de marché en France, leur position de duopole leur assurant de juteux profits. Leurs principaux clients, les collectivités locales, se sont ainsi retrouvés pieds et poings liés avec des contrats souvent léonins sur plusieurs décennies, sans que le service soit toujours au

rendez-vous du fait du vieillissement et du non-entretien des infrastructures conduisant à une hausse régulière du prix de l'eau. Pour l'instant, François Baroin, président LR de la puissante Association des maires de France (AMF), s'est abstenu de prendre position en faveur de l'un ou l'autre groupe, tant le sujet est sensible et divisé.

Les travailleurs de Suez se mobilisent Mais ce sont surtout les salariés de Suez qui sont inquiets pour leur avenir. En cas de fusion des deux monopoles, il y aura inévitablement des doublons tant en France qu'à l'international. Ce qui se traduira par des restructurations de services et des suppressions de postes. Sur 89 000 salariés dans le monde, les pertes d'emplois chez Suez pourraient se chiffrer autour de 10 000 dans le monde dont 4 000 en France. Chez Veolia, on ne donne pas de chiffre mais il est clair qu'il y aura aussi des suppressions d'emplois. Les salariés de Suez se sont mobilisés les 8 et 29 septembre devant le siège d'Engie à l'appel de l'intersyndicale pour dénoncer l'OPA de Veolia et pour défendre leur emploi. Mais fusion ou pas, ils se préparent à faire face à un nouveau plan social, le cinquième depuis 2014, dans les tuyaux depuis février. ★

# Les enjeux de la 5G

À quelques jours des enchères pour la vente des fréquences hertziennes nécessaires au déploiement de la technologie de téléphonie mobile dite 5G, une virulente polémique a éclaté suite à la simple demande d'un moratoire exprimée par des élus, dont plusieurs élus écologistes de grandes villes, pour permettre un débat public. Ils ont mis en avant les risques sanitaires du fait de l'exposition permanente aux ondes électromagnétiques ; la surconsommation d'énergie électrique provoquée et rendue nécessaire par cette technologie et ses conséquences environnementales, et ont posé la question de l'utilité sociale de cette technologie. Ces questions pertinentes ont provoqué la colère méprisante de Macron, qui a comparé ceux et celles qui émettent des critiques à des nostalgiques de la lampe à huile et à des adeptes du mode vie « Amish ». Son secrétaire d'Etat au développement numérique, qui a déjà à son actif le déploiement raté de l'application « stop covid », s'est empressé d'en faire un enjeu essentiel pour la compétitivité de l'économie française, avec l'argument de la nécessité de suivre l'exemple des autres pays, sous peine de perdre de l'attractivité pour les grandes entreprises, les banques qui iront là où elles peuvent bénéficier de la 5G ! Ce tir de barrage médiatique de la part du gouvernement, soutenu par

le Medef, avait pour but de permettre l'adjudication de fréquences hertziennes aux quatre opérateurs téléphoniques (Orange, SFR, Bouygues et Free), pour qu'ils puissent proposer les offres d'abonnements 5G pour la fin de l'année. Ces offres d'abonnements vont s'accompagner d'un renouvellement des téléphones portables, à plusieurs centaines d'euros pièce.

Le principal « gain » de cette technologie, pour les utilisateurs, sera la possibilité de télécharger plus rapidement des vidéos, qui représentent déjà 60 % du trafic de la téléphonie mobile en 4G. Mais comme le disent les opérateurs eux-mêmes, ce n'est qu'avec le déploiement de milliers d'antennes et d'équipements, prévu dans les dix prochaines années, que les possibilités techniques de la 5G se déploieront ! Cela justifie aussi, aux yeux du gouvernement et des entreprises de téléphonie, le coût relativement faible de la vente des fréquences : moins élevé que pour la vente des fréquences pour la 4G. Cela fait quand même 2,7 milliards payés par les quatre opérateurs, le plus gros acheteur étant Orange. Le secrétaire d'Etat et le président de l'Arcep (autorité de régulation des communications électroniques et des postes), se sont retrouvés ensemble au siège d'Ericsson France, à Massy, pour se féliciter de ces « belles enchères ». Ericsson est en effet, avec Nokia, les

deux seuls monopoles « européens » à être potentiellement en mesure de fournir des équipements indispensables pour déployer la 5G. Les autres fournisseurs sont soit chinois (notamment Huawei et ZTE) ou le sud-coréen Samsung, sans oublier Cisco (US). Orange s'équipe chez Ericsson, après avoir un temps été client chez Huawei. Mais cela, c'était avant que Trump ne lance une croisade mondiale pour essayer de torpiller Huawei, jusque-là leader mondial de cette technologie et des applications qui l'accompagnent (notamment les logiciels de reconnaissance faciale équipant les caméras de surveillance). Dans la guerre commerciale, industrielle, technologique qu'il a intensifiée contre la Chine, Trump use de tous les moyens, notamment l'interdiction faite aux sociétés faisant des affaires avec des entreprises US d'avoir des relations notamment avec Huawei.

Il est important de prendre en compte cette dimension internationale pour comprendre les enjeux de cette bataille. Car si Macron prétend promouvoir une filière « européenne » pour la 5G, il se range en fin de compte dans le camp des puissances impérialistes opposées à la Chine. Dans le système capitaliste impérialiste, les choix en matière de développements technologiques sont conditionnés par la recherche du profit maximum pour les monopoles

et la concurrence acharnée qu'ils se livrent. La 5G, technologie entre les mains des monopoles parmi les plus puissants – notamment les « gafam » et leurs équivalents et concurrents en Europe, en Chine, qui s'appuient sur les États pour asseoir leur domination –, n'échappe pas à ces lois. Autrement dit, cette technologie n'est ni « neutre », ni le simple produit du « progrès technique ». C'est pourquoi, la dénonciation des ces choix et de leurs conséquences pour les masses ne peut se limiter à demander un accès plus « démocratique » à cette technologie, mais doit s'inscrire dans le combat global contre ce système qui est responsable de la grave crise économique actuelle. ★

La première génération de téléphones mobiles permettait des appels (technologie GSM) entre deux téléphones. La seconde génération (2G) a ajouté la possibilité d'envoyer des textes. La 3G a permis l'envoi d'images et la 4G, des vidéos et de se connecter sur le réseau internet. Elle ne couvre pas l'ensemble du territoire et le réseau devrait être saturé dans un avenir proche. La 5G ne la remplace pas : elle s'y ajoute, en augmentant le volume du flux de données et, surtout, en permettant de connecter des centaines d'appareils de tous types, équipés de capteurs, en même temps. ★

# Lesbos, le camp de réfugiés de la Moria a brûlé

Le focus a été mis dramatiquement sur le plus grand camp de réfugiés d'Europe, où s'entassaient 13 000 personnes dans des conditions épouvantables. Ouvert en 2013 sur un ancien terrain militaire, il était prévu pour 2 700 personnes. Il a souvent été dénoncé par les ONG pour les risques qu'il fait encourir aux réfugiés, et une fillette y a déjà perdu la vie dans l'incendie d'un conteneur. Les risques étaient bien connus.

En 2016, un honteux accord entre l'UE et la Turquie accordait 6 milliards d'euros à la Turquie pour contenir le flux migratoire. Ce camp est devenu un centre de rétention géré par la police et l'armée, où l'on attend la décision de l'accès au statut, des mois, des années, en raison de l'extrême lenteur de traitement des dossiers.

La population locale a manifesté sa solidarité dès l'ouverture du camp. Mais des groupuscules fascistes s'activent pour profiter du ras-le-bol des conditions de vie que ce « hot spot » de la misère génère, et lancent des opérations punitives contre les migrants, ce qui exacerbe les tensions déjà vives. S'y est rajouté le confine-

ment arbitraire du Covid, pendant plusieurs mois, dénoncé par les associations qui, seules sur le terrain, apportent leur aide. Les autorités grecques ont répondu aux manifestations des migrants par les lacrymogènes, l'encercllement et le renfort de police, bloquant l'accès à la ville, aux soins et même à la nourriture, apportés par les humanitaires.

Les dirigeants européens ont beaucoup parlé ! Le scandale de la faillite de la politique migratoire a révélé la honteuse gestion de l'Europe. 400 mineurs isolés pris en charge ! Pour des milliers d'autres ce sera un nouveau camp, entouré de barbelés, cette fois.

L'échec du règlement de Dublin (dépôt obligatoire de la demande d'asile dans le premier pays européen atteint) a bien été reconnu, mais finalement, malgré les annonces de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, il ne sera pas aboli. L'Italie et la Grèce resteront en première ligne de l'accueil forcé des réfugiés. Les pays hostiles à l'accueil ne seront pas contraints, les pays riches prennent des quotas ridicules en faisant la grimace.

Pour les Echos, la Commission « n'a pas eu d'autre choix que de pousser le curseur de ses propositions vers la droite si elle voulait rallier à son projet tous les pays ». Voilà qui dit clairement la dimension réactionnaire de cette Europe, où on utilise le prétexte de l'unité des 27 membres pour s'aligner sur les pays les plus hostiles... Au nom de cette « solidarité », s'annonce un mécanisme soit d'accueil, dit « relocalisation » (pour les États volontaires), moyennant des aides financières, soit la surveillance renforcée des frontières extérieures (pour les États qui refusent d'accueillir des demandeurs d'asile).

Il y a de plus une incitation à traiter plus rapidement les demandes d'asile, avec pour conséquence de reconduire les demandeurs plus vite et sans avoir pris le temps nécessaire à l'instruction des dossiers, au détriment du droit à l'asile.

Ces mesures durcissent encore les conditions d'accès des réfugiés, qui en seront les premières victimes. Les ONG et associations humanitaires, des intellectuels, et même la presse se sont inquiétés des conséquences sur les populations qui fuient les exactions et les risques dans leurs

pays, et soulignent les gages donnés aux xénophobes. ★

Le 17 octobre, les marches de sans-papiers vont arriver à Paris : nous y apporterons notre soutien. Nous appelons à être dans la rue, en nombre, pour manifester contre ces nouvelles mesures de restriction du droit d'asile et la politique de criminalisation des migrants et pour exiger du gouvernement français la fermeture des centres de rétention et des moyens d'accueil dignes pour tous les migrants.



# La situation en Europe

**Les partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe, membres de la CIPOML, ont fait récemment des comptes rendus sur la situation et leur travail, qu'ils ont transmis à tous. Notre parti a fait de même. Ces contributions importantes nous permettent de faire partager les analyses et les combats menés dans ce contexte de crise sanitaire et, surtout, de crise économique qui touchent tous les pays.**

## Espagne



**Nos camarades du Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) nous ont fait parvenir des éléments sur les mobilisations qui se sont développées à Madrid et dans ses banlieues suite aux mesures de confinement prises ces dernières semaines.**

« Jusqu'à présent, seuls la peur de la population face à la pandémie et le désir des chefs de l'union opportuniste d'éteindre le feu ont empêché que le conflit n'éclate, faisant avorter le mouvement de grève dans l'éducation et la santé. Cependant, l'annonce précipitée du confinement (sauf pour aller travailler !) dans 37 zones et la façon dont elle a été mise en œuvre ont montré ouvertement le manque de coordination, le chaos et l'arbitraire qui prévalent dans le gouvernement régional (1). Cela a conduit la population de la ceinture ouvrière à l'explosion : en premier par une grande manifestation dans le centre de Madrid, le vendredi 18, puis le dimanche 20 septembre, avec des mobilisations dans toutes les villes et districts populaires et ouvriers. Le puissant et actif mouvement des associations de voisinage de Madrid a joué un rôle fondamental dans sa promotion, se battant depuis des années contre la spéculation urbaine et la privatisation du service public de santé, d'éducation et les services d'approvisionnement en eau dans la région de Madrid. Même la bande d'opportunistes qui, pendant ce temps, bloquaient les grèves, siégeaient à l'Assemblée de Madrid ou simplement se cachaient tels les leaders du PSOE régional, ont été obligés de prendre position en appui aux habitants des quartiers dans un communiqué dans lequel ils appellent à une manifestation unitaire. De leur côté, les organisations implantées dans les quartiers continuent à travailler pour la mobilisation contre

Diaz Ayuso et sa politique anti-ouvrière.

Pendant ce temps, les fascistes de Vox, qui prétendent représenter « l'Espagne qui se lève tôt » ont passé leur dimanche à accuser le président Sanchez (PSOE) et à honorer la Légion espagnole à l'occasion de son centenaire, montrant clairement où étaient leurs priorités. Diaz Ayuso, qui durant tout ce temps a eu comme seul souci de ne pas être obligée de demander l'aide au gouvernement central, a fini par demander au président l'aide de l'armée pour les problèmes sanitaires, seule méthode que connaît la bourgeoisie pour résoudre les problèmes sociaux.

Notre parti joue un rôle actif dans ce combat et ses militants ont intégré le mouvement populaire des quartiers et villes ouvrières. Plusieurs camarades du parti qui militent depuis des années dans ce mouvement, en particulier contre les privatisations, y jouent un rôle reconnu. Le dernier congrès du PCE(ML) a précisément mis en avant ce type de tâches, « liées aux besoins les plus vitaux des masses ».

La présidence et la majorité du gouvernement de la région de Madrid sont aux mains du Parti Populaire de droite. Diaz Ayuso en est la présidente.

## Danemark



**Nous reproduisons ci-dessous quelques éléments de la situation et du travail des camarades du Parti Communiste des Ouvriers du Danemark, AKP.**

A la mi-septembre le taux d'infection au Covid-19 est reparti à la hausse et des restrictions au niveau local et régional ont été prises une nouvelle fois.

Durant cette période, les budgets sont planifiés et décidés au niveau national, régional et local, et la question de qui devra payer pour les crises devient très concrète. En même temps, la lutte se mène pour abaisser

l'âge du départ à la retraite qui est actuellement fixé à 65 ans mais qui doit passer à 67 ans d'ici 2022 et les négociations salariales dans le secteur public pour 2021 sont en préparation.

On pourrait dire que l'issue normale est le retour à l'agenda de la lutte de classe mais avec une politique de la bourgeoisie renouvelée pour faire payer la classe ouvrière et des attaques contre les droits des travailleurs et leurs conditions de travail, dans un environnement et un contexte différents. Les attaques contre les droits des travailleurs sont menées par la bourgeoisie sous le slogan « nous ne pouvons pas retourner à la vieille normalité, tout a changé avec la Covid-19 ». Ce à quoi nous répondons : « tout sauf le capitalisme ». Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas retourner ni à l'ancien ni au nouveau capitalisme normal. Nous voulons un changement vers une nouvelle société sans exploitation, une société socialiste pour la classe ouvrière. Et bien entendu pas de slogans comme : « sauver les entreprises danoises c'est sauver les emplois, le bien-être et le climat ».

Dans ce scénario la carte de la xénophobie est encore une fois utilisée par l'aile droite avec une force renouvelée, l'establishment et le gouvernement mettant l'accent sur deux questions : celle d'une nouvelle flambée de contamination au Danemark qui, d'une part, viendrait des ghettos et de personnes n'ayant pas la culture occidentale et, d'autre part, que la non-intégration des criminels dans les ghettos exige plus de lois et plus d'ordre.

Le parti a prouvé que, même petit et limité en nombre, avec une politique et une tactique marxiste-léniniste, une énergie révolutionnaire et de la détermination à agir et se battre, en mobilisant toutes ses forces et en ayant confiance dans les militants et la classe ouvrière, il peut décupler nos forces, étendre son travail, son influence et progresser. Cela a mobilisé et renforcé l'unité du parti. (...) Une des questions essentielles est comment transformer l'intérêt grandissant, l'influence et le respect parmi les militants ouvriers et la jeunesse en organisation dans notre parti. C'est déterminant pour développer les forces révolutionnaires et le parti marxiste-léniniste (...).

Alors que nous travaillons encore avec la plate-forme « faire payer les riches pour la sécurité sanitaire, économique et sociale », nous avons également développé la plate-forme « pour une sortie révolutionnaire des crises ». Cela fait partie de notre processus de préparation de notre 9<sup>e</sup> congrès qui aura lieu en 2021. Un de nos principaux slogans dans ce processus de préparation est que la révolutionnarisation de notre parti va de pair avec tout notre travail actuel pour l'organisation de la révolution de demain et doit être mené dans cette perspective.

## Italie



**Nous publions ci-dessous les conclusions d'un texte d'analyse intitulé « Le Coronavirus en Italie d'un point de vue de classe », texte élaboré par nos camarades de la Plate-forme communiste, de la Coordination Communiste de Lombardie et de celle de Toscane en date de juillet 2020.**

Le Corona virus Covid-19 exacerbant la crise économique persistante antérieure avec ses conséquences dramatiques pour les travailleurs et les masses populaires a clairement montré à tous un certain nombre de contradictions du système capitaliste que, jusqu'à maintenant, la bourgeoisie essayait de cacher.

Ainsi l'incapacité du capitalisme à résoudre les problèmes de la société et sa prédisposition à les aggraver ont été mises à jour ; pour protéger leurs profits, les capitalistes et le gouvernement à leur service jouent avec la santé et la vie de la classe ouvrière ; ils limitent leurs droits et leur liberté dans le but de prévenir une rébellion ; ils privatisent également les services de première nécessité comme celui de la santé, augmentant les dépenses militaires dans le but de trouver de nouvelles sources

de profit. Dans une société capitaliste, il n'y a plus de place pour satisfaire les besoins réels du peuple, son seul but c'est le profit maximum pour quelques-uns.

Les limites du modèle de développement basé sur la division internationale du travail – avec la production industrielle dans les pays à bas coût de main-d'œuvre alors que dans les pays impérialistes sont concentrés la finance et les services – sont devenues de plus en plus évidentes. En particulier le modèle italien avec le déclin de sa production industrielle, qui dépend largement de la production allemande, et qui promeut le développement de la finance, du tourisme, de la mode, du design, du divertissement et des services : ces secteurs rapportent beaucoup d'argent dans les mains de quelques-uns mais rien dans celles de ceux qui créent la richesse.

En ajoutant ces facteurs à la pauvreté rampante qui va se développer, il est possible de prévoir une possible explosion, qui couve sous les braises, comme le rapportent les agences italiennes de renseignement sur les dangers de protestations populaires généralisées.

Si une nouvelle vague significative de conflits et de luttes devait se produire, les éléments les plus avancés ne pourraient plus se limiter à défendre les intérêts des travailleurs et des masses et à se limiter à des revendications de caractère économique, mais devraient inévitablement passer à un niveau social et potentiellement politique.

La crise actuelle pose d'énormes tâches. Tout d'abord, mais pas seulement, il s'agit de protéger et de préserver la santé et la vie du prolétariat et des travailleurs exploités, collectivement et de manière solidaire ; il s'agit aussi de développer les bases pour l'émancipation du salariat, à travers la construction d'un parti communiste et son enracinement dans la classe ouvrière, parce qu'aujourd'hui le socialisme n'est pas une ambition mais un besoin réel et urgent pour la classe.

## Turquie



**Les camarades du parti du travail EMEP, rendent compte de leur travail.** « L'appel officiel à "rester à la maison" lancé au début de la pandémie par Erdogan, s'est rapidement trans-

formé en "il faut que les machines continuent à tourner". Et les travailleurs ont été obligés de travailler, sans protections. »

Au début de la pandémie, le parti EMEP a lancé un plan d'action en dix points, avec des exigences concrètes en faveur des travailleurs et des masses opprimées. Il a également pris toute une série de mesures de protection sanitaire pour ses militants. Il a continué son travail en direction des masses populaires, en utilisant tous les moyens de communication. « La pandémie a provoqué de l'anxiété au sein des masses et, jusqu'à fin avril, il était interdit de tenir des meetings et de distribuer de la propagande. Cela a eu un certain impact dans la population, qui a pu aller jusqu'à refuser de prendre des tracts. Le parti en a tenu compte et s'il a continué son activité quotidienne, il a mis l'accent sur la propagande via des affiches, des flyers, des autocollants... Ce sont les jeunes et les cadres d'âge moyen qui ont pris en main le travail concret, en faisant preuve d'initiative, de créativité et de détermination.

Le Premier Mai a montré que la disponibilité à la lutte était montée au sein de la classe ouvrière et des travailleurs. A cette occasion, les slogans qui pointaient le fait qu'un système qui ne se préoccupe pas des travailleurs devait être changé, ont pris de l'ampleur. D'autre part, la tendance à s'organiser dans les syndicats et à les renforcer s'est nettement affirmée. Nous soutenons ces tendances qui sont appelées à se renforcer. »

Au niveau de la propagande, le nombre de consultations du site du journal du parti frère a fortement augmenté, atteignant les 150 000 connexions par jour.

La nouvelle situation qualifiée de « nouvelle normalité » est synonyme d'aiguïsement des contradictions de classe. « Les licenciements ont fortement augmenté et le chômage va bien au-delà du chiffre officiel de 14,3 %. Les mesures telles que le port du masque, les distances physiques et l'injonction à ne pas se rassembler, n'ont pas le même sens pour les ouvriers et des travailleurs ou pour les bourgeois, du fait des possibilités réelles et concrètes de les respecter dans la vie courante. »

La contestation a visiblement grandi dans les entreprises et les quartiers et des grèves locales ont éclaté. Cette montée de la contestation est particulièrement nette chez les femmes, qui subissent de plus en plus des violences et les attaques de la réaction.

Le parti est engagé dans la préparation de son congrès. « Nous agissons avec patience pour gagner à la lutte toutes les organisations et les membres du parti, pour qu'ils comprennent qu'il y a du travail à réaliser pour faire progresser le combat du

parti dans les conditions actuelles de la lutte et de la pandémie. »

## Allemagne



**Les camarades de l'Organisation pour la construction d'un parti communiste des travailleurs d'Allemagne font le point sur la situation sociale et politique et sur leur travail, au cœur de la puissance impérialiste dominante en Europe.**

« La crise économique qui se manifestait déjà en 2019, s'est accélérée. Dans l'industrie automobile, c'est clairement une crise de surproduction. Elle a des répercussions sur les fournisseurs, sur l'industrie mécanique et sur toute l'économie. » En disant cela, les camarades mettent le doigt sur une tendance de fond qui s'est accélérée avec cette crise, à savoir une modification en profondeur de tout l'appareil de production. C'est une question que nous-mêmes avons soulevée dans notre dernier congrès, en lien avec les conséquences des changements climatiques et d'une nouvelle phase de rationalisation et d'automatisation de la production. D'où l'importance d'approfondir ces questions en tenant compte de ce qui se passe dans le pays impérialiste qui domine l'Europe.

« En attendant, les annonces de licenciements se succèdent. Le gouvernement vient en aide aux entreprises en développant à grande échelle le travail à temps réduit, rémunéré par l'Etat. Autrement dit, cela ne coûte rien aux patrons. Mais cela ne concerne que les grandes entreprises. Pour les salariés précaires, aux petits salaires, ils ne peuvent compter que sur les aides sociales.

Les directions syndicales ont accepté les baisses de salaire et les licenciements "socialement acceptables" dans de nombreuses entreprises. Les négociations salariales ont été gelées et les directions syndicales ont signé un accord général qui court jusqu'à la fin 2020, avec zéro augmentation de salaire. La peur et l'insécurité sont réelles parmi beaucoup de travailleurs.

Un mouvement d'opposition au gouvernement s'est créé sous la direction de la droite. Ce mouvement nie les risques sanitaires du Corona et demande la levée de toutes les mesures de protection. L'extrême droite y a de l'influence. Avec ce mouvement, la classe dirigeante a créé une profonde division qui touche également les travailleurs. C'est une manœuvre de diversion qui focalise les débats sur la dangerosité ou non

du virus et exempte totalement la responsabilité du système. Les médias le présentent comme la seule opposition existante. »

Les camarades insistent aussi sur un phénomène nouveau, qu'ils suivent avec attention. « Un secteur a été particulièrement mobilisé et frappé par la pandémie, celui de la santé. Une partie très importante de ce secteur est privée, suite à une intense politique de privatisations qui a été menée dans toutes les régions. Le secteur public s'est fortement dégradé ces dernières années et il a été totalement submergé par la pandémie. Cette situation a fait grandir au sein des travailleurs du secteur public, mais aussi parmi ceux du privé, qui ont beaucoup perdu en termes de conditions de travail, une forte exigence en faveur de la nationalisation pure et simple de tout le secteur de la santé et y compris celle des grandes firmes pharmaceutiques. »

Les camarades ont repris ces exigences, dans les revendications immédiates qu'ils mettent en avant : des milliards pour la santé, pas pour les monopoles ; expropriation des groupes pharmaceutiques et de santé ; santé publique gratuite ; les mêmes traitements médicaux pour tous : pas de traitements « privés ». Comme le montrent les correspondances qui sont sur le site de nos camarades ([www.arbeit-zukunft.de](http://www.arbeit-zukunft.de)), il y a de multiples actions de travailleurs contre les annonces de suppressions d'emplois et de licenciements, notamment dans les très nombreuses PME. « La riposte a débuté en mai, autour du 1<sup>er</sup> mai, qui a vu de nombreux rassemblements et manifestations, en dépit du refus des directions syndicales de les organiser. » Les camarades ont été très actifs dans ces actions qui ont été soutenues par beaucoup de travailleurs.

« Depuis lors, les luttes contre les licenciements se sont développées dans des centaines d'entreprises. Nous y participons autant que nous le pouvons, pour les soutenir.

La diffusion du journal sous forme de quatre-pages s'est poursuivie et s'est amplifiée, notamment dans les quartiers ouvriers et populaires, où les quatre-pages ont été massivement diffusés dans les boîtes à lettres. Les conditions difficiles liées à la pandémie ont rendu nécessaires de nouvelles formes de travail et une grande mobilisation des camarades. En juillet, notre organisation a lancé des cours de formation au marxisme-léninisme qui ont eu un vrai succès. D'autres initiatives ont été prises qui ont permis de renforcer les liens avec les sympathisants et les soutiens, notamment des jeunes. » ★

## Palestine

## Opération « Je roule pour la Palestine »

La vitrine médiatique et commerciale que représente le Tour de France s'est ouverte cette année à la propagande israélienne. Pour la première fois Le Tour a accueilli une équipe israélienne dénommée Start-Up Nation dont la création n'avait pour unique but avoué que de changer l'image d'Israël dans le cadre de l'offensive diplomatique actuelle pour la normalisation des relations avec l'État hébreu. En effet, le magnat israélien de l'immobilier Sylvan Adams, propriétaire de l'équipe, qui multiplie les opérations médiatico-sportives pour promouvoir Israël en Formule 1 ou dans le football en plus du cyclisme, se décrit lui-même comme un ambassadeur auto-proclamé d'Israël.

Mais plus que les exploits sportifs de

cette équipe qui s'est avérée invisible, ce sont les drapeaux palestiniens et les militants de la cause palestinienne que l'on a remarqué le long des routes du Tour de France. Les militants ont organisé divers rassemblements et actions sur les parcours ou dans les villes étapes du Tour devant souvent composer avec les fermetures de routes et les mesures de sécurité renforcées. Dans plusieurs villes, comme Strasbourg où les camarades du parti étaient activement impliqués, des manifestations et déambulations à pied et à vélo ont donné l'occasion de diffuser des tracts et de discuter avec de nombreux passants pour leur ouvrir les yeux sur l'oppression dont sont victimes les Palestiniens de la part de l'occupant israélien et dénoncer la complicité des autorités et

### Liberté pour Georges Abdallah ! RDV à Lannemezan le 24 octobre 2020

En ce mois d'octobre, Georges Abdallah entrera dans sa 37<sup>e</sup> année de détention à la prison de Lannemezan. Militant révolutionnaire, combattant de la cause palestinienne, Georges est condamné à perpétuité pour complicité d'assassinat d'un agent du Mossad israélien et d'un attaché militaire US en 1982, après une longue machination politico-judiciaire. Georges Abdallah est libérable depuis 1999. Comme des dizaines d'organisations, notre parti exige sa libération. Il s'agit là d'une question politique et démocratique. Il faudra être nombreux à Lannemezan le 24 octobre devant les grilles de la prison pour réclamer « Liberté pour Georges Abdallah » ! ★

Le site du collectif Libérons Georges :  
<https://liberonsgeorges.samizdat.net/>

grandes entreprises françaises (dont fait partie le Tour de France). Ces manifestations se sont conclues à Paris par une manifestation piétons-cyclistes « Je roule pour la Palestine » lors de laquelle deux cents personnes

ont parcouru le nord-est de la capitale à la rencontre des passants pour rejoindre et se mêler au rassemblement organisé pour la Journée internationale de la Paix sur la place de la République. ★

## Israël s'enfonce dans la crise politique

Alors que Benyamin Netanyahu continue de polariser la société israélienne afin de se maintenir au pouvoir et échapper à la justice, la crise du coronavirus est venue aggraver une situation sociale déjà très tendue. Netanyahu n'a rien fait pour gérer la crise, comme quand il a refusé d'imposer des restrictions à la communauté orthodoxe dont le soutien lui permet de se maintenir au pouvoir. Une décision qui a contribué à faire exploser la contagion. Ce faisant, il s'est mis à dos une grande partie du

personnel médical dont plusieurs responsables démissionnaires d'institutions de santé. Mais dans un pays où, avant l'épidémie, un habitant sur cinq était sous le seuil de pauvreté et où le taux chômage est passé en quelques mois de 4 à plus de 25 %, la grogne ne fait que monter. Depuis des mois, les manifestations se multiplient partout en Israël, chaque samedi soir, jusque sous les fenêtres mêmes du premier ministre, pour demander sa démission. Afin de museler le mouvement, Netanyahu a prétexté l'intensité de

la deuxième vague de Covid-19 pour imposer un confinement général de trois semaines interdisant par là même tout rassemblement significatif. Mais s'il est vrai que la situation sanitaire s'aggrave nettement (au contraire de la Cisjordanie ou de Gaza où les Palestiniens ont contenu l'épidémie malgré le manque de moyens), de plus en plus de voix dénoncent ce reconfinement comme une manœuvre politique pour bâillonner la contestation. Le gouvernement d'union nationale se fissure à l'extrême droite

comme au centre droit. Après le ministre du logement, c'est au tour du ministre du tourisme de démissionner. Et s'il n'envisage pas pour l'instant de faire de même, le ministre de la défense Benny Gantz, rival de Netanyahu, partage à mots couverts le même constat. Avec l'aggravation de la situation sanitaire, économique et sociale due à sa gestion désastreuse, ses derniers alliés pourraient sous peu lâcher le premier ministre et provoquer la chute du gouvernement. ★

## Macron au Liban

## Echec et dépit pour l'impérialisme français !

L'échec du gouvernement de mission de Mustapha Adib, promu par Macron, était prévisible. Il n'en a pas moins déclenché chez le président français un coup de colère fort peu diplomatique. Les partis et les chefs de clans libanais ont été traités de « profiteurs », de « traîtres », accusés d'alimenter « un système crapuleux ». C'est pourtant bien à ce système que Macron avait décidé de donner une dernière chance ! Alors que le peuple libanais refusait cette désignation, sa feuille de route consistait uniquement à faire tourner les ministères régaliens. Comme l'a écrit un spécialiste du Moyen-Orient : « Désigner Adib, c'est choisir le chef pâtissier comme commandant de bord du Titanic alors que le bateau prend l'eau ».

Que les dirigeants libanais portent une lourde responsabilité dans la crise politique et économique que connaît le Liban est une réalité : effondrement du système bancaire, paupérisation accélérée de la population (plus de 50 % en dessous du seuil de pauvreté), gestion catastrophique de l'épidémie de coronavirus, corruption et incurie à la base de la gigantesque déflagration dans le port de

Beyrouth, le 4 août. Mais pour qui Macron se prend-il ? Car c'est bien l'impérialisme français qui a mis en place le système confessionnel, qui l'a soutenu jusqu'au bout et qui a fait du Liban une chasse gardée française au Moyen-Orient. Faut-il rappeler à Macron que son ministre des Affaires étrangères, Le Drian, lors de sa visite à Beyrouth, les 23 et 24 juillet 2020, promettait une aide financière aux seules écoles francophones dont la plupart sont privées et confessionnelles, pilier d'un système éducatif en pleine déshérence ? Les déclarations insultantes de Macron se révèlent totalement contre-productives. La réaction du dirigeant du Hezbollah, particulièrement visé par Macron, traduit un sentiment général ressenti bien au-delà des seuls dirigeants libanais : « Nous refusons que le président Macron se comporte comme le gouverneur du Liban ».

La réaction de Macron ressemble à celle d'un enfant gâté qui ne conçoit pas qu'on lui résiste. Mais plus sérieusement, elle révèle la colère et le dépit du représentant de l'impérialisme français qui voit cette chasse gardée lui échapper du fait de la mobilisation populaire et des ingé-

rences d'autres requins. Le système français au Liban consistait à maintenir un équilibre entre les différentes forces qui agissent au Liban, en particulier les forces chrétiennes (présidence de la République), les forces sunnites (Premier ministre) et les forces chiites (ministère des finances et présidence du Parlement). Les mobilisations populaires ont rompu cet équilibre tandis que les rapports de force entre grandes puissances au Moyen-Orient changeaient également.

### Le seul qui peut exiger des comptes, c'est le peuple libanais !

Il est en droit de les demander tout à la fois aux dirigeants libanais et aux pays impérialistes qui depuis la création du « Grand Liban » s'ingèrent dans les affaires du pays. Et il le fait, en particulier depuis octobre 2019. Plus d'un million de Libanais ont manifesté pour dénoncer l'incurie de leurs dirigeants, le système politique mafieux basé sur l'attribution automatique des responsabilités régaliennes à des clans et partis en fonction de leurs confessions, un système

bancaire qui versait des taux d'intérêt à 10 % pour attirer la finance internationale et l'argent de la diaspora et qui, lorsque l'argent s'est tari, a tout simplement fermé les guichets entraînant l'hyperinflation, la dépréciation de la livre libanaise, la misère, la faim, la désagrégation des services publics (santé, éducation, électricité, voirie...). Et c'est à ces manifestants que Macron demande de rester chez eux et d'arrêter de manifester !

N'en déplaise à Le Drian, comme l'a écrit Ali Mourad, professeur de droit public à l'Université arabe de Beyrouth, « la France n'a pas grand-chose à donner au Liban » et « l'argent susceptible d'aider le pays se trouve dans les caisses du FMI et dans les coffres des monarchies pétrolières ». Les gesticulations de Macron ne peuvent dissimuler la perte d'influence de l'impérialisme français au Moyen-Orient au profit des États-Unis et de certaines puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie. Elles ne feront pas taire la colère et la détermination du peuple libanais qui ne se laisse plus enfermer dans le système et les divisions imposées et nourries par les rivalités et les ambitions impérialistes. ★

**Mali**

# Un nouveau gouvernement mais pas de rupture avec la domination impérialiste et l'ordre néocolonial !

Le 18 août 2020, alors que la contestation populaire enflait depuis des mois, une alliance de 5 colonels a court-circuité cette mobilisation politique en reversant Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) et en s'emparant du pouvoir. Un comité national de salut public (CNSP) était mis en place, dont la figure la plus visible – mais pas forcément la plus puissante – est un jeune colonel des forces spéciales, le colonel Assimi Goïta (37 ans). Le 22 septembre, ce dernier annonçait qu'il renonçait à la présidence de la transition (fixée à 18 mois), au profit d'un pseudo-civil, le colonel-major à la retraite Bah N'Daw (70 ans). La junte militaire a toutefois réservé à Assimi Goïta le poste de vice-président de la transition chargé des questions de défense et de sécu-

rité dans lequel il a été installé le 25 septembre. Deux jours plus tard, le 27 septembre, était annoncée la nomination comme Premier ministre de Moctar Ouane, qui fut successivement ambassadeur du Mali aux Nations Unies, puis ministre malien des Affaires étrangères (de 2004 à 2011, sous la présidence d'Amadou Toumani Traoré), avant d'occuper un poste de délégué général à la paix et à la sécurité au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Les militaires se sont emparés du pouvoir à la faveur d'une mobilisation populaire qui enflait depuis des mois. Leur discours qui ciblait la corruption et l'incurie de la présidence IBK répondait à un certain nombre d'aspirations de ce mouvement assis sur la

colère des populations abandonnées, sur celles des militaires des forces armées maliennes sacrifiées en masse dans la guerre contre les djihadistes, celle de leurs veuves et de leurs enfants laissés sans ressources et sans soutien. Aujourd'hui, la junte compose et donne des gages pour la levée des sanctions imposées au Mali, le 20 août, par la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Conduit par des civils issus du sérail des institutions néocoloniales et par des militaires qui se sont engagés à poursuivre leur participation au G5 Sahel et à Barkane, sans remise en cause de la domination néocoloniale française et des accords économiques de dépendance vis-à-vis des puissances impérialistes, ce nouveau putsch, pas plus que celui de 2012, ne pourra changer

grand-chose à la situation des masses populaires. Solidaires du peuple malien et des forces qui se battent au Mali pour l'indépendance véritable et le progrès social, nous sommes convaincus que les aspirations du peuple malien à vivre en paix et en sécurité, à avoir accès à un travail, à la santé, à l'éducation, ne pourront se réaliser sans cette rupture avec la domination impérialiste, notamment française. C'est pourquoi nous continuons à dire, pour le peuple malien et tous les peuples de la région : assez de cette « guerre contre le terrorisme » qui ne fait que nourrir le terrorisme ; armée française hors du Sahel ! Total, BNP-Paribas et consorts, entreprises et Etats impérialistes bas les pattes du Mali ! ★

**Burkina Faso**

## Répression et intimidations n'arrêtent pas les luttes

En septembre dernier, Bassolmé Bazié, secrétaire général de la CGT-B a été convoqué en conseil de discipline, au motif que, du fait de son détachement syndical, il ne dispensait pas l'intégralité des 18 heures de cours hebdomadaires que sont tenus d'effectuer les professeurs certifiés. Le jour de sa comparution, la

mobilisation était eu rendez-vous pour dénoncer cette intimidation dont personne n'était dupe. Ce n'est pas le professeur qui est visé, mais le secrétaire général d'un syndicat combatif, anti-impérialiste, actif artisan de l'unité et de la vigueur du mouvement syndical burkinabè. Dans un contexte de développement des

luttes révolutionnaires, le pouvoir burkinabè ne s'arrête pas à ce type d'intimidation, comme en témoigne le retour des assassinats ciblés de militants. Le soutien de l'Etat français aux pouvoirs néocoloniaux, l'occupation militaire de la région, font de l'impérialisme français un complice de cette répression et de ces

crimes, de plus en plus largement et clairement mis en cause. Soutenir les forces démocratiques, syndicales, anti-impérialistes et révolutionnaires qui s'affrontent à cet ordre insupportable fait partie intégrante de notre combat pour une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste-impérialiste ! ★

## Tensions en Méditerranée orientale

Ces derniers mois, les tensions n'ont cessé de monter entre la Turquie, la Grèce et Chypre. Elles se prolongent en Libye, où se retrouvent engagées plusieurs forces militaires étrangères qui soutiennent les forces libyennes qui s'affrontent sur le terrain.

L'impérialisme français est également présent militairement, de même que les forces étasuniennes qui déploient en permanence la 6<sup>e</sup> flotte en Méditerranée (1).

En juin dernier, l'amiral en chef de l'US Navy pour l'Europe et l'Afrique s'en est pris violemment à la « présence chinoise en Méditerranée ». C'est une constante dans les discours des représentants des intérêts de l'impérialisme US, qui font de la Chine leur principal ennemi. Cela traduit aussi une réalité : aucune région du monde n'échappe aujourd'hui à cette confrontation USA-Chine.

Autrement dit, ce qui se passe plus particulièrement en Méditerranée orientale est aussi la conséquence de l'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes en Méditerranée, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et même en Europe, et des manœuvres

des puissances régionales, ou qui aspirent à le devenir. C'est ce qui rend compliquée la lecture des événements qui se précipitent et qui se déroulent à différents endroits à la fois. Ce qui est sûr, c'est que ces confrontations ne sont en aucune façon dans l'intérêt des travailleurs et des peuples de cette région, et plus largement.

Les actuelles tensions entre la Grèce, Chypre et la Turquie ont, comme arrière-plan, la question de l'exploitation des richesses pétrolières et gazières en Méditerranée orientale. Le régime turc veut y avoir accès et, pour cela, il a conclu un accord avec le gouvernement libyen qui contrôle la région de Tripoli et qui combat les forces de Haftar, soutenu notamment par la Russie, l'Arabie saoudite, l'Egypte. Cet accord, qui étend la zone de prospection de la Turquie autour de Chypre, n'est pas reconnu par Chypre, la Grèce, Israël, l'Egypte, l'Italie, la Jordanie, la Palestine et... la France, qui ont signé en 2019 un accord qui prétend gérer les réserves gazières, en excluant la Turquie ! Erdogan, qui a de grandes difficultés intérieures du fait de la crise et de la contestation de son régime autori-

taire, a joué à fond la fibre nationaliste et a lancé l'opération de forages dans la zone économique de Chypre. Le ton est très vite monté, les bruits de bottes se sont fait entendre et Macron est monté au créneau pour assurer la Grèce du soutien de « la France et de l'UE ». Il en a profité au passage pour vendre des armes à la Grèce (voir notre article page 4).

Les USA, qui avaient soutenu au début l'opération militaire d'Haftar (qui a travaillé pour la CIA du temps de Kadhafi), ont changé de position quand ils ont vu que la Russie renforçait sa présence militaire en Libye. Du coup, ils se sont mis à soutenir le camp libyen adverse, allant jusqu'à envisager d'établir une base militaire à Tripoli. Dans ses choix d'alliances, l'impérialisme US prend en compte, d'une part et avant tout, la défense des intérêts US dans cette région, de ses positions militaires, contre les initiatives de la Russie, et à moyen terme de la Chine ; d'autre part, le maintien des relations avec ses alliés de l'Otan, en tenant compte de leur « poids » respectif. La Turquie « pèse » davantage aux yeux du Pentagone que la Grèce, les deux Etats étant membres de l'Otan.

### Que défend Macron ?

Macron veut se présenter comme le défenseur le plus conséquent de l'UE, y compris dans le domaine de la « défense » de tous ses Etats membres. Posture qu'il a prise en assurant le gouvernement grec du « soutien de la France et de l'UE », face à la Turquie, en envoyant des bateaux militaires aux côtés des forces grecques. C'est dans le même esprit qu'il développe une politique de « rapprochement » avec les autorités algériennes, pour essayer de les gagner à la guerre contre le terrorisme au Sahel, où les troupes de Barkhane s'enlissent chaque jour un peu plus. Il veut ainsi démontrer sa volonté de protéger l'UE du terrorisme. C'est une politique dangereuse, qui participe activement à la militarisation de l'Europe et de la Méditerranée, qu'il faut dénoncer.

- Retrait de toutes les forces militaires étrangères de Méditerranée !
- Arrêt des ventes d'armes à la Grèce, à la Turquie et à la Libye !
- Solidarité avec les peuples qui luttent contre les régimes réactionnaires, pour la fraternité entre tous les peuples ! ★

(1) Sans parler des bases US en Italie, Espagne, Grèce, Turquie, et au Kosovo.

## Kanak / Nouvelle-Calédonie

## Référendum du 4 octobre 2020

**A** l'heure où nous écrivons ces lignes, les résultats du référendum du 4 octobre ne sont pas encore connus. Cet article en rappelle le contexte et les enjeux. Notre communiqué sur les résultats de ce deuxième référendum peut être consulté sur notre site.

Un premier référendum d'autodétermination de la Nouvelle Calédonie devait être organisé en 1998, à l'issue de la période transitoire de dix ans prévue par les accords Matignon-Oudinot signés en 1988 après le massacre d'Ouvéa. En 1998, l'accord de Nouméa avait reporté de vingt ans l'échéance de ce scrutin. C'est donc en 2018 que la question « **Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?** » a été posée pour la première fois.

Tandis que les anti-indépendantistes se mobilisaient pour le « *maintien dans la République* » et agitaient le spectre du chaos, le camp indépendantiste s'était majoritairement positionné pour une participation à ce référendum. Il savait qu'il serait compliqué de le gagner, compte tenu de la composition du corps électoral (1), mais il voulait éviter à tout prix un « non » massif qui galvaniserait la droite coloniale qui espérait clore

définitivement le débat sur l'indépendance. Seul le Parti du Travail s'était prononcé contre la participation à ce référendum qu'il jugeait perdu d'avance.

Le « oui » à l'indépendance ne l'a pas emporté le 4 novembre 2018, mais les résultats de ce référendum ont pu être salués comme une importante avancée pour le FLNKS. Avec un taux de participation très élevée (80,01 %), le « oui » qui était pronostiqué ultra minoritaire a rassemblé 43,3 % des scrutins. Le travail des organisations indépendantistes s'est traduit par une forte mobilisation et un vote massif des Kanak pour l'indépendance. Ceux qui avaient appelé à la non-participation n'ont pas été suivis. Le « grand non » espéré par la droite et l'extrême droite caldoche et anti-indépendantiste n'a pas été au rendez-vous et l'organisation d'une deuxième consultation prévue par les accords de Nouméa en cas de réponse négative au premier n'a pas pu être écartée. Fixée au 4 octobre 2020, elle pourra être à son tour suivie d'un troisième référendum si la réponse est à nouveau négative.

Les forces indépendantistes ont pu prendre appui sur les résultats de 2018 pour préparer cette deuxième consultation. Le Parti du Travail,

désavoué en 2018, s'est, cette fois, prononcé pour la participation au référendum. C'est important face au front uni des « Loyalistes » incluant 6 partis, de la droite au RN. Un des enjeux était de continuer à mobiliser les jeunes qui n'ont pas participé aux grandes luttes des années 1980, et de poursuivre le travail pour convaincre les autres exploités et laissés pour compte de la société calédonienne (2) de leur intérêt à rompre avec l'ordre colonial. Un ordre qui fait lourdement peser sur eux les inégalités sociales (chômage et accès à l'emploi, accès au logement, à l'éducation et à la santé, discriminations...).

Quel que soit le résultat de ce deuxième référendum, la question de l'indépendance est loin d'être close. Nous savons que l'impérialisme français mettra tout en œuvre pour rester, grâce à la Nouvelle-Calédonie, une « nation du Pacifique ». L'impérialisme français, qui en fait une de ses priorités militaires, entend y jouer sa carte dans un partage des rôles avec l'impérialisme américain face à l'offensive économique et diplomatique chinoise en zone océanique. Il se prévaut d'être le dernier représentant de l'UE présent dans la région depuis le Brexit. Nous le

dénonçons et réaffirmons notre appui indéfectible au droit inaliénable du peuple kanak à l'indépendance.

Rendus minoritaires sur leur propre terre par des politiques coloniales de peuplement, les Kanak ne représentaient que 46 % des inscrits sur la liste électorale spéciale établie pour la consultation référendaire.

Plus de 20 % de la population de Nouvelle-Calédonie n'est ni kanak, ni d'origine européenne. ★

**A lire sur notre site :**

"Référendum en Kanaky - Nouvelle Calédonie Participation record. Progression importante du « oui » à l'indépendance"

## Conférence régionale des Partis et organisations (ml) d'Europe

## « Nous appelons les travailleurs à la lutte »

**I**l y a quelques semaines, les partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe ont échangé leurs analyses et leurs expériences au cours d'une visioconférence. Cette solution a été retenue en raison de difficultés de plus en plus grandes et aléatoires de circulation et de réunion.

Une partie des éléments et informations transmis par les participants sont dans les articles des pages 12 et 13 de ce numéro, comme nous l'avons fait dans celui d'avril dernier.

Quelques grandes tendances ressortent de ces discussions.

D'une part, l'ampleur de la crise sanitaire qui, partout, a mis à nu l'état de délabrement des services publics de santé. Voilà des pays riches, à la pointe des techniques, notamment dans le domaine sanitaire, qui ont été débordés et qui ont « laissé mourir » des secteurs entiers de la population. Les camarades d'Italie ont eu cette phrase terrible : « *il y a eu un véritable massacre de vieilles personnes, notamment toute une génération de vieux ouvriers, qui sont morts de ce virus* ». Certes, la situation n'a pas été la même partout, mais partout, ce sont les travailleurs, les couches populaires, les habitants des quar-

tiers, des grandes et des petites villes, qui ont dû aller travailler sans protection, qui ont eu le plus de difficultés à avoir accès aux soins minimum, même dans la « riche » Allemagne. Et que dire de la France et de son soi-disant meilleur système de santé au monde ! Et partout, ce sont les personnels de santé, à tous les niveaux, qui ont fait front, sans compter et sans se ménager.

Partout, face à une « deuxième vague » qui est déjà là, les autorités politiques et économiques n'ont qu'une obsession : éviter à tout prix que l'économie soit paralysée. Dans certains pays, comme en Allemagne, ce sont des courants réactionnaires qui essaient d'instrumentaliser les colères et le désarroi de populations ballotées par des injonctions contradictoires. Mais dans d'autres, les mêmes injonctions, suivies de restrictions en matière de rassemblements, de rencontres... mais qui s'arrêtent aux portes des entreprises, des salles de cours, des grands magasins, provoquent des colères sociales. Elles peuvent venir s'ajouter à celles qui s'expriment de plus en plus contre les vagues de licenciements qui déferlent partout.

C'est un point commun à tous les pays : les licenciements se chiffrent par milliers, touchant les jeunes travailleurs, les travailleurs précaires, les intérimaires, les femmes travailleuses, mais aussi les ouvriers et techniciens de secteurs considérés comme des secteurs de pointe, comme l'aéronautique. Mais cela va bien au-delà, car tous les secteurs procèdent à de vastes restructurations, qui se manifestent en particulier par une valse de fusions entre grandes entreprises. Personne n'est à l'abri. Et partout, les dirigeants politiques et économiques parlent d'une crise qui va durer et encore s'aggraver.

Quand la crise économique a « pris le dessus » sur la crise sanitaire (en réalité, elle était là avant cette dernière) et que les gouvernements ont annoncé des plans d'aides de plusieurs centaines de milliards au total, qui sont allés vers les entreprises, et que les licenciements ont commencé à se multiplier, les forces réformistes, que ce soient des partis ou les directions des syndicats, ont certes dénoncé la priorité donnée aux entreprises, mais elles ont freiné l'expression de la colère ouvrière et populaire. Pas question de porter de coups au capital ; tout au

plus, demander des « contreparties » aux patrons, tels que des engagements à ne pas supprimer des emplois.

Les conditions de la lutte sont partout rendues difficiles par le chantage permanent à l'emploi. Mais partout, des résistances se manifestent dans le mouvement ouvrier, chez les jeunes, les femmes des milieux populaires. Le niveau de la lutte de classe n'est évidemment pas le même partout, mais partout, il y a une question qui s'impose de plus en plus : cette crise est une crise d'un système qui ne se maintient qu'en détruisant toujours plus de forces de travail, de richesses, en hypothéquant l'avenir des grandes masses. Quand nous disons qu'elle se pose de plus en plus partout, dans la tête des travailleurs, des jeunes cela ne veut pas dire que partout, la conscience de la nécessité et de la possibilité du renversement du système capitaliste impérialiste, est au même niveau. Mais partout, les partis et organisations marxistes-léninistes qu'ils luttent en Europe, en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, y travaillent et le font avec la force de l'esprit internationaliste. C'est cet esprit qui a traversé cette conférence régionale. ★